

PAR COURRIEL

Québec, le 8 mai 2023

N/Réf. : 2023-10024

**OBJET: *Votre demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1)***

Monsieur,

Nous faisons suite à votre demande d'accès reçue le 4 janvier 2023, visant à obtenir les documents suivants :

1. Tous les documents qui détaillent le nombre de personnes ayant demandé une Réclamation pour détention résultant d'une erreur administrative au Québec, au cours des cinq dernières années, incluant 2022;
2. Tous les documents qui détaillent le montant total d'argent remis aux personnes qui ont demandé une Réclamation pour détention illégale résultant d'une erreur administrative au Québec, au cours des cinq dernières années, incluant 2022;
3. Tous les rapports, courriels et autres documents disponibles sur les « détentions illégales » dans les prisons du Québec, depuis les 5 dernières années, incluant 2022.

**Pour les points 1 et 2**, le Sous-ministériat des services correctionnels (SMSC) n'a pas repéré les documents visés par votre demande. En vertu de l'article 1 de la Loi sur l'accès, nous sommes dans l'impossibilité de donner suite à cette portion de votre demande. Toutefois, le SMSC nous informe que 14 personnes ont fait une demande de réclamation pour détention illégale depuis les cinq dernières années :

- 3 ont été fermées étant donné l'absence de suite de la part des réclamants;
- 5 ont été transférées au ministère de la Justice du Québec vu l'origine de l'erreur;

... 2

- parmi les 6 dossiers restants, 2 sont toujours en cours de règlement devant le Tribunal et le ministère de la Sécurité publique a remis une compensation pour les 4 autres. Toutefois, les montants des compensations ne peuvent vous être communiqués puisqu'il s'agit d'ententes confidentielles qui concernent des tiers et ce, en application des articles 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès.

Prendre note que les informations recueillies couvrent la période se terminant le 31 mars 2022 puisque les informations de l'année financière 2022-2023 ne sont pas encore disponibles.

**Pour le point 3**, le SMSC a repéré plusieurs rapports, lesquels ne peuvent vous être communiqués en application des articles 14, 18, 29, 32, 53, 54, 57 al.2 et 59 de la Loi sur l'accès. En effet, ces documents sont constitués de renseignements personnels concernant des tiers et de renseignements de nature sécuritaire. Certains de ces documents sont également constitués d'analyses dont la divulgation pourrait nuire aux processus en cours ou à venir. Toutefois, le SMSC a repéré un tableau, lequel nous vous transmettons. La dernière mise à jour date de mars 2022. Vous remarquerez que les noms des personnes détenues illégalement et le jour de l'événement (nous avons laissé le mois et l'année) ont été masqués en vertu des articles 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès. Concernant les montants des compensations, nous avons également dû les masquer pour les raisons énumérées précédemment.

Enfin, en ce qui concerne la portion de votre demande en lien avec les courriels, malgré les précisions apportées récemment, nous constatons que votre demande pour ce point demeure encore imprécise. En vertu de l'article 42 de la Loi sur l'accès, nous sommes dans l'impossibilité de donner suite à celle-ci.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents, nous vous informons que vous avez trente (30) jours à compter de ce jour pour exercer un recours en révision de cette décision. Vous trouverez, ci-joint, un avis vous informant de ce recours.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents,

**Original signé**

Nadine Léveillé

p. j. Articles de la loi et avis de recours en révision

## Chapitre A-2.1

### **Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels**

#### **CHAPITRE I** APPLICATION ET INTERPRÉTATION

**1.** La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents : écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.

#### **CHAPITRE II** ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS

##### **SECTION I** DROIT D'ACCÈS

**14.** Un organisme public ne peut refuser l'accès à un document pour le seul motif que ce document comporte certains renseignements qu'il doit ou peut refuser de communiquer en vertu de la présente loi.

Si une demande porte sur un document comportant de tels renseignements, l'organisme public peut en refuser l'accès si ces renseignements en forment la substance. Dans les autres cas, l'organisme public doit donner accès au document demandé après en avoir extrait uniquement les renseignements auxquels l'accès n'est pas autorisé.

1982, c. 30, a. 14.

##### **SECTION II** RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS

§ 1. — *Renseignements ayant des incidences sur les relations intergouvernementales*

**18.** Le gouvernement ou un ministère peut refuser de communiquer un renseignement obtenu d'un gouvernement autre que celui du Québec, d'un organisme d'un tel gouvernement ou d'une organisation internationale. Il en est de même du lieutenant-gouverneur, du Conseil exécutif et du Conseil du trésor.

§ 4. — *Renseignements ayant des incidences sur l'administration de la justice et la sécurité publique*

**29.** Un organisme public doit refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement portant sur une méthode ou une arme susceptible d'être utilisée pour commettre un crime ou une infraction à une loi. Il doit aussi refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

1982, c. 30, a. 29; 2006, c. 22, a. 16.

§ 5. — *Renseignements ayant des incidences sur les décisions administratives ou politiques*

**32.** Un organisme public peut refuser de communiquer une analyse lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'avoir un effet sur une procédure judiciaire.

1982, c. 30, a. 32.

### **SECTION III** **PROCÉDURE D'ACCÈS**

**42.** La demande d'accès à un document doit, pour être recevable, être suffisamment précise pour permettre de le trouver. Lorsque la demande n'est pas suffisamment précise ou lorsqu'une personne le requiert, le responsable doit prêter assistance pour identifier le document susceptible de contenir les renseignements recherchés.

1982, c. 30, a. 42; 2006, c. 22, a. 23.

### **CHAPITRE III** **PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

#### **SECTION I** **CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**53.** Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:  
1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;  
2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29.

**54.** Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110

**57.** Les renseignements personnels suivants ont un caractère public:

1° le nom, le titre, la fonction, la classification, le traitement, l'adresse et le numéro de téléphone du lieu de travail d'un membre d'un organisme public, de son conseil d'administration ou de son personnel de direction et, dans le cas d'un ministère, d'un sous-ministre, de ses adjoints et de son personnel d'encadrement;

2° le nom, le titre, la fonction, l'adresse et le numéro de téléphone du lieu de travail et la classification, y compris l'échelle de traitement rattachée à cette classification, d'un membre du personnel d'un organisme public;

3° un renseignement concernant une personne en sa qualité de partie à un contrat de services conclu avec un organisme public, ainsi que les conditions de ce contrat;

4° le nom et l'adresse d'une personne qui bénéficie d'un avantage économique conféré par un organisme public en vertu d'un pouvoir discrétionnaire et tout renseignement sur la nature de cet avantage;

5° le nom et l'adresse de l'établissement du titulaire d'un permis délivré par un organisme public et dont la détention est requise en vertu de la loi pour exercer une activité ou une profession ou pour exploiter un commerce.

Toutefois, les renseignements personnels prévus au premier alinéa n'ont pas un caractère public si leur divulgation est de nature à nuire ou à entraver le travail d'un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime. De même, les renseignements personnels visés aux paragraphes 3° et 4° du premier alinéa n'ont pas un caractère public dans la mesure où la communication de cette information révélerait un renseignement dont la communication doit ou peut être refusée en vertu de la section II du chapitre II.

En outre, les renseignements personnels prévus au paragraphe 2° ne peuvent avoir pour effet de révéler le traitement d'un membre du personnel d'un organisme public.

1982, c. 30, a. 57; 1985, c. 30, a. 4; 1990, c. 57, a. 12; 1999, c. 40, a. 3; 2006, c. 22, a. 31.

**59.** Un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée.

Toutefois, il peut communiquer un tel renseignement sans le consentement de cette personne, dans les cas et aux strictes conditions qui suivent:

1° au procureur de cet organisme si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi que cet organisme est chargé d'appliquer, ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

2° au procureur de cet organisme, ou au procureur général lorsqu'il agit comme procureur de cet organisme, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une procédure judiciaire autre qu'une procédure visée dans le paragraphe 1°;

3° à un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

4° à une personne à qui cette communication doit être faite en raison d'une situation d'urgence mettant en danger la vie, la santé ou la sécurité de la personne concernée;

5° à une personne qui est autorisée par la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 125, à utiliser ce renseignement à des fins d'étude, de recherche ou de statistique;

6° (*paragraphe abrogé*);

7° (*paragraphe abrogé*);

8° à une personne ou à un organisme, conformément aux articles 61, 66, 67, 67.1, 67.2, 68 et 68.1;

9° à une personne impliquée dans un événement ayant fait l'objet d'un rapport par un corps de police ou par une personne ou un organisme agissant en application d'une loi qui exige un rapport de même nature, lorsqu'il s'agit d'un renseignement sur l'identité de toute autre personne qui a été impliquée dans cet événement, sauf s'il s'agit d'un témoin, d'un dénonciateur ou d'une personne dont la santé ou la sécurité serait susceptible d'être mise en péril par la communication d'un tel renseignement.

1982, c. 30, a. 59; 1983, c. 38, a. 55; 1984, c. 27, a. 1; 1985, c. 30, a. 5; 1987, c. 68, a. 5; 1990, c. 57, a. 13; 2006, c. 22, a. 32; 2005, c. 34, a. 37

## AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

Avis de recours à la suite d'une décision rendue par le ministère de la Sécurité publique en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

### Révision par la Commission d'accès à l'information

**a) Pouvoir** : l'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### Québec

Bureau 2.36  
525, boul. René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5S9  
Téléphone : 418 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

#### Montréal

Bureau 900  
2045, rue Stanley  
Montréal (Québec) H3A 2V4  
Téléphone : 418 528-7741  
Télécopieur : 418 529-3102

**b) Motifs** : les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

**c) Délais** : les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).



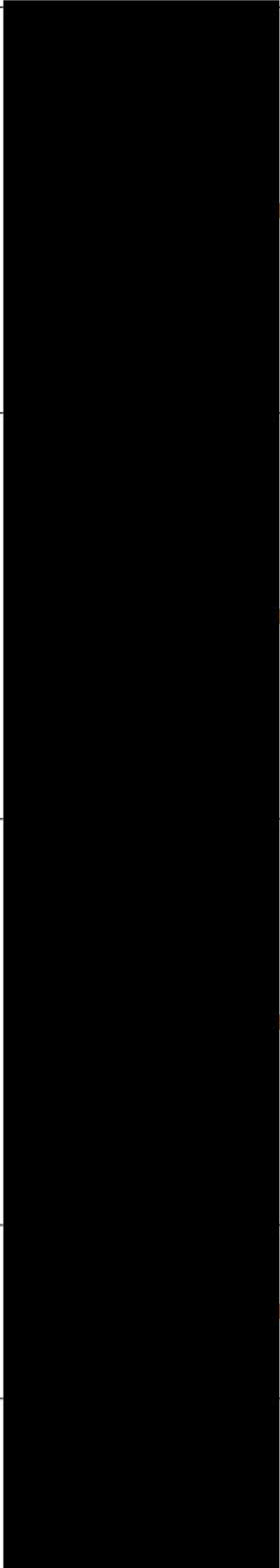
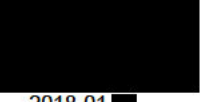

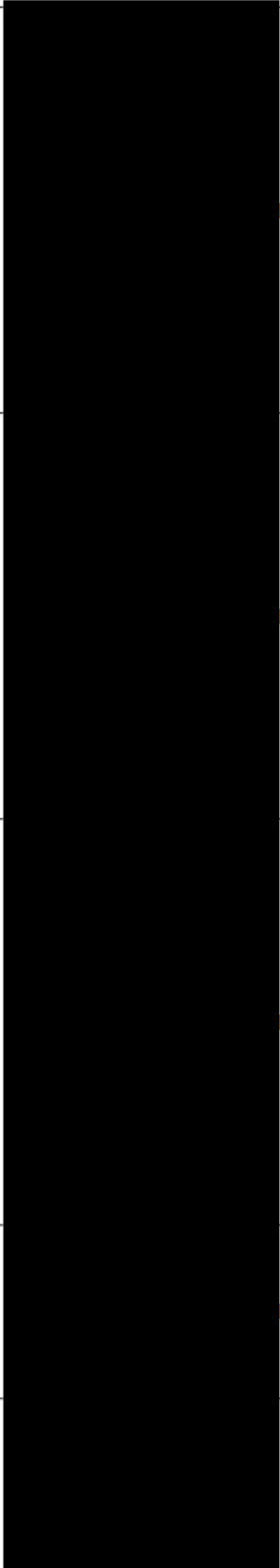
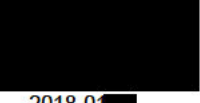

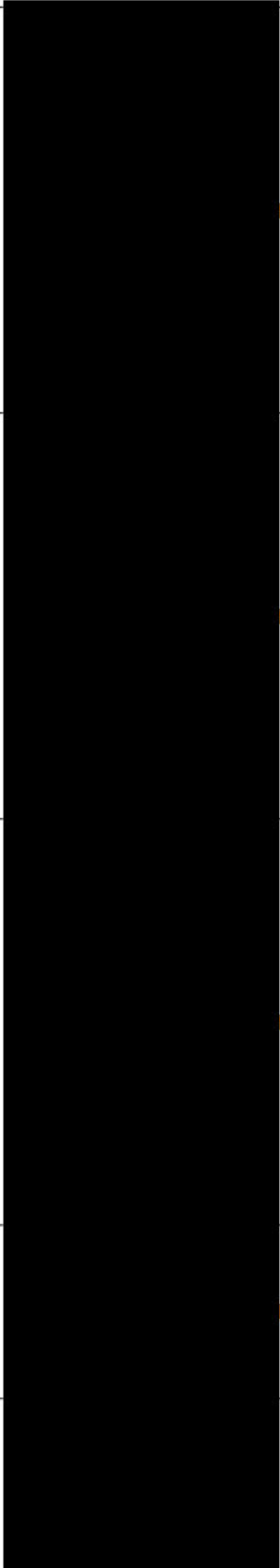
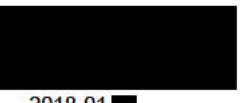

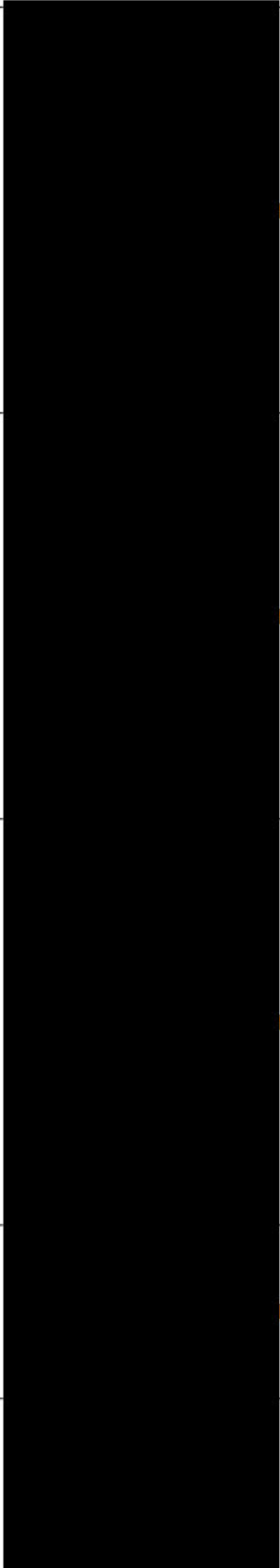


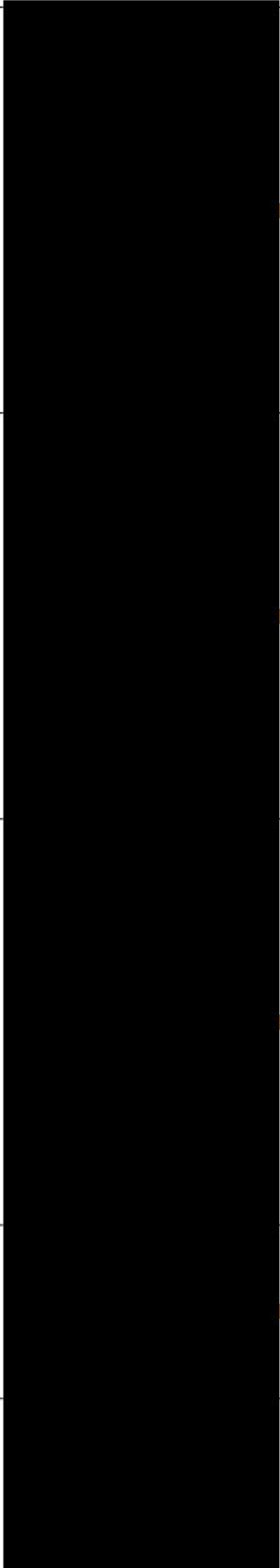
La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

Nom, Prénom No dossier DACOR No rapport d'événement Date de l'événement	Établissement de détention	Réseau correctionnel	Durée de la détention illégal		Erreur administrative provenant de :
<div data-bbox="23 443 300 542" style="background-color: black; width: 100%; height: 44px;"></div> 2018-03- <span style="background-color: black; display: inline-block; width: 15px; height: 15px;"></span>	AMO	RCO	30h30		Services correctionnels
<div data-bbox="23 779 223 869" style="background-color: black; width: 100%; height: 40px;"></div> 2018-03- <span style="background-color: black; display: inline-block; width: 15px; height: 15px;"></span>	BOR	RCM	22 heures		Services correctionnels
<div data-bbox="23 1079 343 1169" style="background-color: black; width: 100%; height: 40px;"></div> 2018-03- <span style="background-color: black; display: inline-block; width: 15px; height: 15px;"></span>	CDQ	RCE	9 jours		Services correctionnels
<div data-bbox="23 1429 239 1518" style="background-color: black; width: 100%; height: 40px;"></div> 2018-03- <span style="background-color: black; display: inline-block; width: 15px; height: 15px;"></span>	BOR	RCM	29 heures		Services correctionnels
<div data-bbox="23 1809 223 1899" style="background-color: black; width: 100%; height: 40px;"></div> 2018-03- <span style="background-color: black; display: inline-block; width: 15px; height: 15px;"></span>	CDQ	RCE	3 jours		Services correctionnels



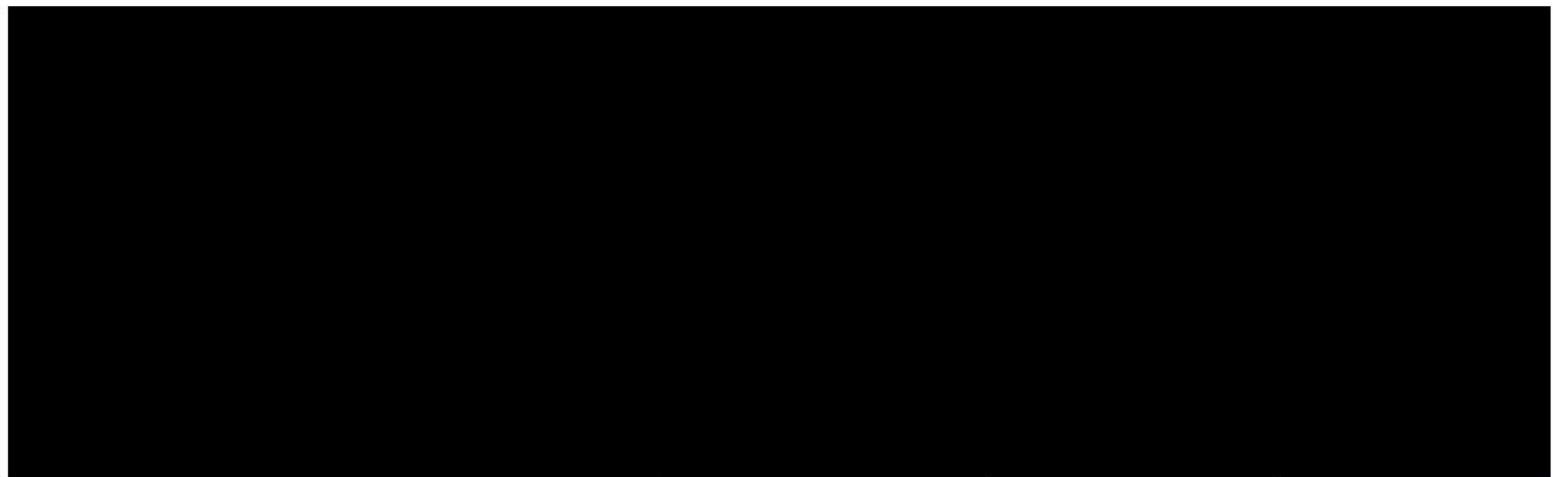
 2018-03- 	TRR	RCE	45 heures		Partenaires
 2018-03- 	RDP	RCM	18 heures		Services correctionnels
 2018-03- 	RDP	RCM	18 heures		Partenaires
 2018-03- 	CDQ	RCE	1 jour		Services correctionnels
 2018-03- 	SHE	RCO	16 hrs 40 minutes		Partenaires
 2018-02- 	RDP	RCM	3 jours		Services correctionnels
 2018-02- 	RDP	RCM	1 jour		Partenaires
 2018-02- 	RDP	RCM	13 heures		Partenaires

<p>2018-02-█</p>	<p>SJE</p>	<p>RCO</p>	<p>28 jours</p>		<p>Services correctionnels</p>
<p>2018-02-█</p>	<p>TRR</p>	<p>RCE</p>	<p>21 heures</p>		<p>Services correctionnels</p>
<p>2018-02-█</p>	<p>SJE</p>	<p>RCO</p>	<p>14 heures</p>		<p>Partenaires</p>
<p>2018-02-█</p>	<p>AMO</p>	<p>RCO</p>	<p>environ 1 jour</p>		<p>Services correctionnels</p>
<p>2018-02-█</p>	<p>AMO</p>	<p>RCO</p>	<p>environ 1 jour</p>		<p>Partenaires</p>
<p>2018-02-█</p>	<p>AMO</p>	<p>RCO</p>	<p>1 jour</p>		<p>Services correctionnels</p>

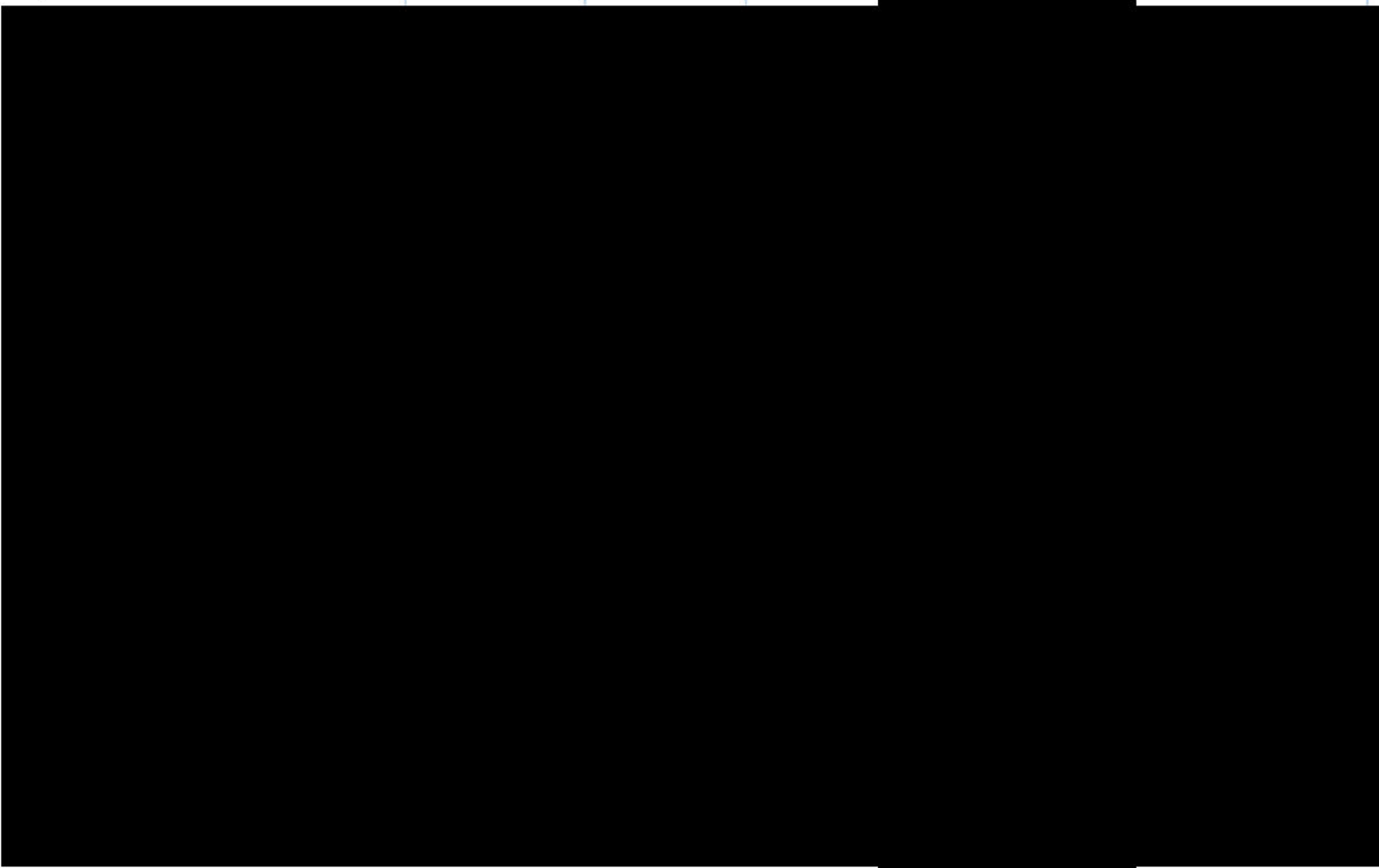
 2018-01- 	RDP	RCM	1 jour		Partenaires
 2018-01- 	CDQ	RCE	4 jours		Partenaires
 2018-01- 	RDP	RCM	1 jour		Partenaires
 2018-01- 	RDP	RCM	1 jour		Partenaires
 2018-01- 	ELF	RCM	22 h		

[Redacted] 2018-01-[Redacted]	SOR	RCO	1 jour	[Redacted]	Services correctionnels
[Redacted] 2018-01-[Redacted]	RDP	RCM	4 jours		Partenaires



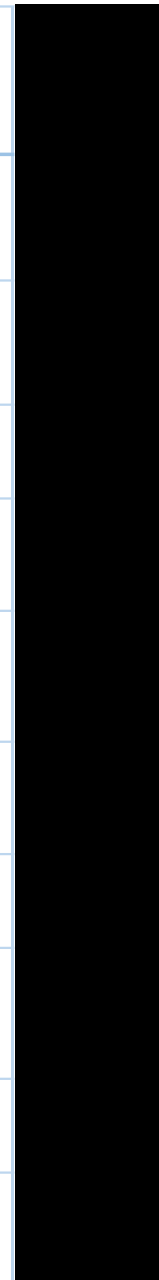


 2019-08- 	ELF	RCM	1 jour	Services correctionnels
 2019-08- 	BOR	RCM	40 minutes	Partenaires



Résumer et analyse des libérations par erreur et détentions illégales  
2018-2019

Nom, Prénom No dossier DACOR No rapport d'événement Date de l'événement	Établissement de détention	Réseau correctionnel	Durée de la détention illégale	Erreur administrative provenant de :
██████████ 2018-04-██	CDQ	RCE	17hrs	Services correctionnels
██████████ 2018-02-██	BOR	RCM	2 jours	Services correctionnels
██████████ 2018-04-██	RDP	RCM	13h45	Partenaires
██████████ 2018-04-██	BOR	RCM	2 jours	Services correctionnels
██████████ 2018-04-██	AMO	RCO	1 jour	Services correctionnels
██████████ 2018-04-██	RDP	RCM	6 jours	Services correctionnels
██████████ 2018-05-██	BOR	RCM	1 jour	Partenaires
██████████ 2018-05-██	CDQ	RCE	31 jours	Partenaires
██████████ 2018-04-██	BOR	RCM	1 jour	Services correctionnels
██████████ 2018-05-██	ELF	RCM	1 jour	Partenaires



Résumer et analyse des libérations par erreur et détentions illégales  
2018-2019

2018-05 [REDACTED]	RIM	RCE	1 jour	Services correctionnels
2018-05 [REDACTED]	BCO	RCE	22 heures	Services correctionnels
2018-05 [REDACTED]	BOR	RCM	1 jour	Services correctionnels
2018-05 [REDACTED]	RDP	RCM	1 jour	Services correctionnels
2018-05 [REDACTED]	CDQ	RCE	2 jours	Services correctionnels
2018-05 [REDACTED]	RDP	RCM	1 jour	Partenaires
2018-05 [REDACTED]	TRR	RCE	13h30	Partenaires
2018-05 [REDACTED]	RDP	RCM	1 jour	Partenaires
2018-05 [REDACTED]	BOR	RCM	26 h	Services correctionnels
2018-05 [REDACTED]	BOR	RCM	2 jours	Services correctionnels
2018-05 [REDACTED]	RDP	RCM	24 heures	Partenaires



Résumer et analyse des libérations par erreur et détentions illégales  
2018-2019

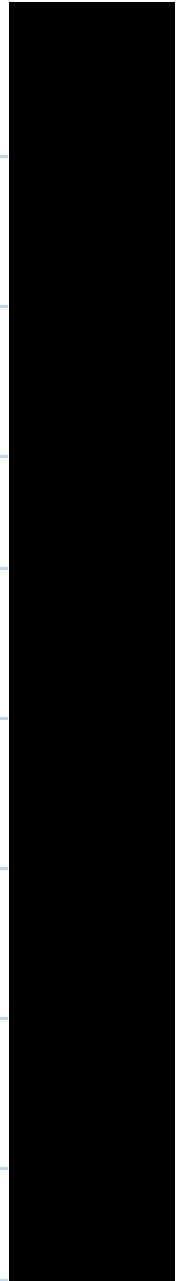
2018-05 [REDACTED]	HUL	RCO	6 jours	Partenaires
2018-06 [REDACTED]	RDP	RCM	1 jour	Partenaires
2018-06 [REDACTED]	ELF	RCM	1 jour	Services correctionnels
2018-06 [REDACTED]	BOR	RCM	2 jours	Services correctionnels
2018-06 [REDACTED]	AMO	RCO	23 heures	Partenaires
2018-06 [REDACTED]	RIM	RCE	3 jours	Services correctionnels
2018-06 [REDACTED]	ROB	RCE	24 heures	Services correctionnels
2018-0 [REDACTED]	RDP	RCM	5 jours	Partenaires
2018-07 [REDACTED]	CDQ	RCE	14 heures	Services correctionnels
2018-0 [REDACTED]	TRR	RCE	35 heures	Services correctionnels





Résumer et analyse des libérations par erreur et détentions illégales  
2018-2019

2018-07 [REDACTED]	RDP	RCM	18 heures	Services correctionnels
2018-07 [REDACTED]	ELF	RCM	20 heures	Services correctionnels
2018-07 [REDACTED]	SHE	RCO	24 heures	Services correctionnels
2018-07 [REDACTED]	RDP	RCM	2 jours	Partenaires
2018-07 [REDACTED]	BOR	RCM	15 heures	Services correctionnels
2018-07 [REDACTED]	CDQ	RCE	29 heures	Services correctionnels
2018-08 [REDACTED]	ELF	RCO	24 heures	Partenaires
2018-08 [REDACTED]	ROB	RCE	21 heures	Partenaires
2018-08 [REDACTED]	BOR	RCO	2 jours	Partenaires



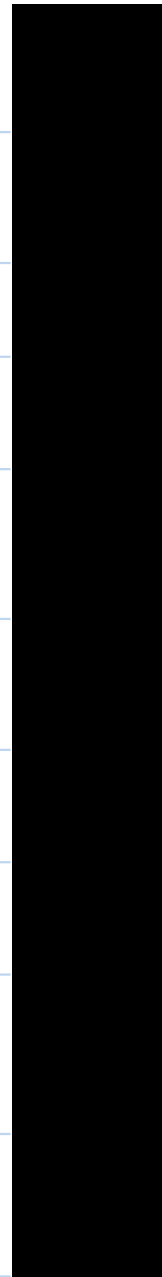
Résumer et analyse des libérations par erreur et détentions illégales  
2018-2019

2018-08 [REDACTED]	TRR	RCE	9 heures	Services correctionnels
2018-08 [REDACTED]	SJE	RCO	13h30	Services correctionnels
2018-09 [REDACTED]	ROB	RCE	7 jours	Services correctionnels
2018-09 [REDACTED]	BOR	RCM	7 jours	Services correctionnels
2018-07 [REDACTED]	SJE	RCO	24 heures	Services correctionnels
2018-10 [REDACTED]	BOR	RCM	2 jours	Partenaires
2018-10 [REDACTED]	ROB	RCE	3 jours	Services correctionnels
2018-10 [REDACTED]	TRR	RCE	2 jours	Partenaires
2018-10 [REDACTED]	SJE	RCO	10 jours	Services correctionnels
2018-10 [REDACTED]	BOR	RCM	10h38	Services correctionnels



Résumer et analyse des libérations par erreur et détentions illégales  
2018-2019

2018-10	AMO	RCO	26 heures	Partenaires
2018-10	RDP	RCM	5 heures	Partenaires
2018-11	HUL	RCO	12h30	Partenaires
2018-11	RDP	RCM	3 jours	Services correctionnels
2018-11	SOR	RCO	19 heures	Partenaires
2018-11	BOR	RCM	58 jours	Partenaires
2018-11	BOR	RCM	4 jours	Partenaires
2018-11	SEP	RCE	2 jours	Partenaires
2018-12	SOR	RCO	27 heures	Services correctionnels
2018-12	TRR	RCE	19 heures	Services correctionnels



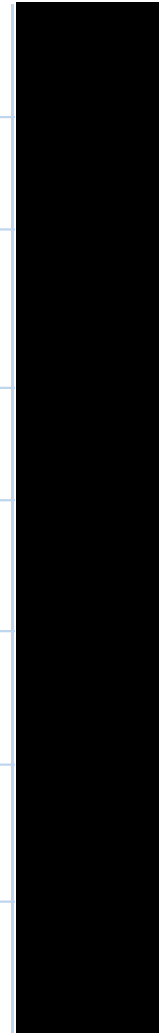
Résumer et analyse des libérations par erreur et détentions illégales  
2018-2019

2018-12 [REDACTED]	SOR	RCO	18 heures	Services correctionnels
2018-12 [REDACTED]	ROB	RCE	24 heures	Services correctionnels
2018-12 [REDACTED]	CDQ	RCE	20 jours	Services correctionnels
2019-01 [REDACTED]	BOR	RCM	24 heures	Services correctionnels
2019-01 [REDACTED]	AMO	RCO	27 heures	Partenaires
2019-01 [REDACTED]	CDF	RCE	35 minutes	Services correctionnels
2019-01 [REDACTED]	SHE	RCO	2 jours	Services correctionnels
2019-01 [REDACTED]	RIM	RCE	3 jours	Services correctionnels
2019-01 [REDACTED]	AMO	RCO	1 jour	Services correctionnels

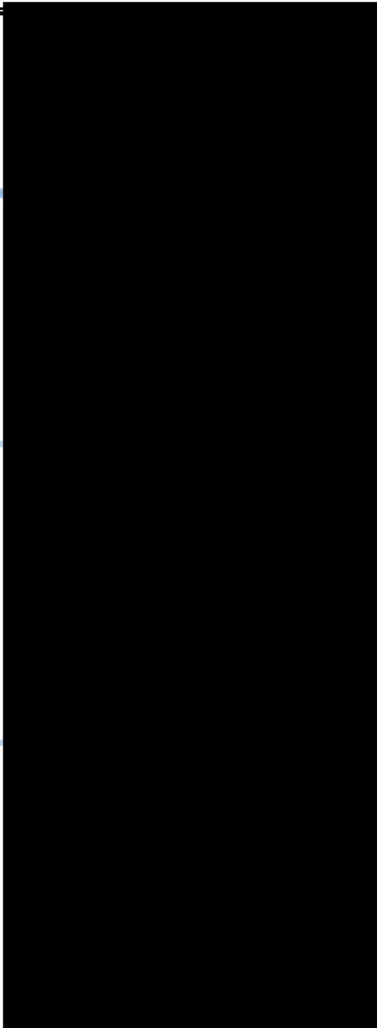






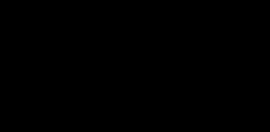

Résumer et analyse des libérations par erreur et détentions illégales  
2018-2019

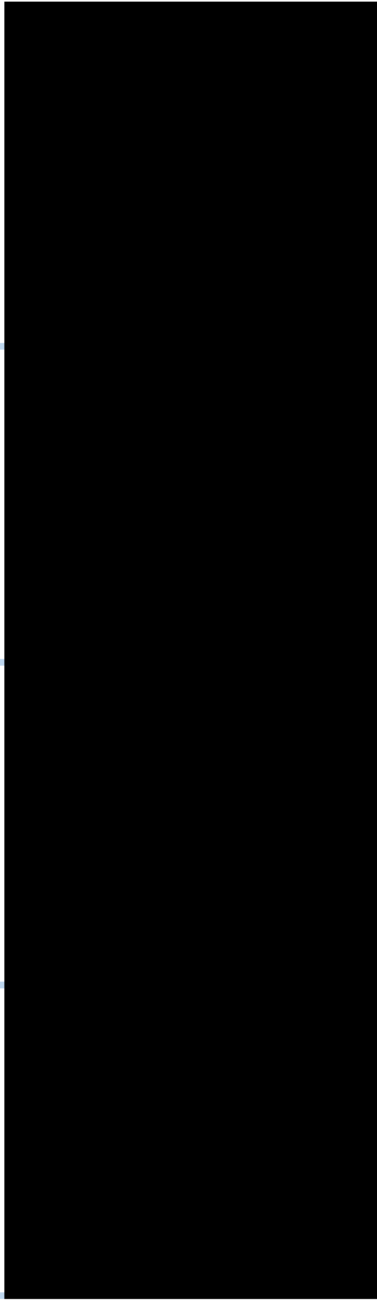
██████████ 2019-02-██	BOR	RCM	3 jours	Partenaires
██████████ 2019-02-██	CDQ	RCE	1 jour	Partenaires
██████████ 2019-02-██	CDQ	RCE	45 heures	Services correctionnels
██████████ 2019-02-██	BOR	RCM	1 jour	Services correctionnels
██████████ 2019-03-██	CDQ	RCE	1 jour	Partenaires
██████████ 20149-03-██	ELF	RCM	4 jours	Services correctionnels
██████████ 2019-03-██	BOR	RCM	23 heures	Services correctionnels
██████████ 2019-03-██	BOR	RCM	14 heures	Services correctionnels



Nom, Prénom No dossier DACOR No rapport d'événement Date de l'événement	Établissement de détention	Réseau correctionnel	Durée de la détention illégale	Erreur administrative provenant de :
[REDACTED] 2019-04-[REDACTED]	NEW	RCE	63 jours	Services correctionnels
[REDACTED] 2019-04-[REDACTED]	RDP	RCM	1 jour	Services correctionnels
[REDACTED] 2019-04-[REDACTED]	ELF	RCM	1 jour	Services correctionnels



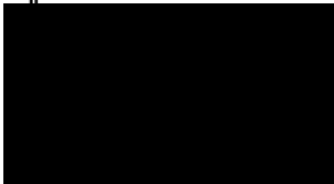
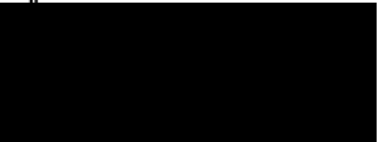


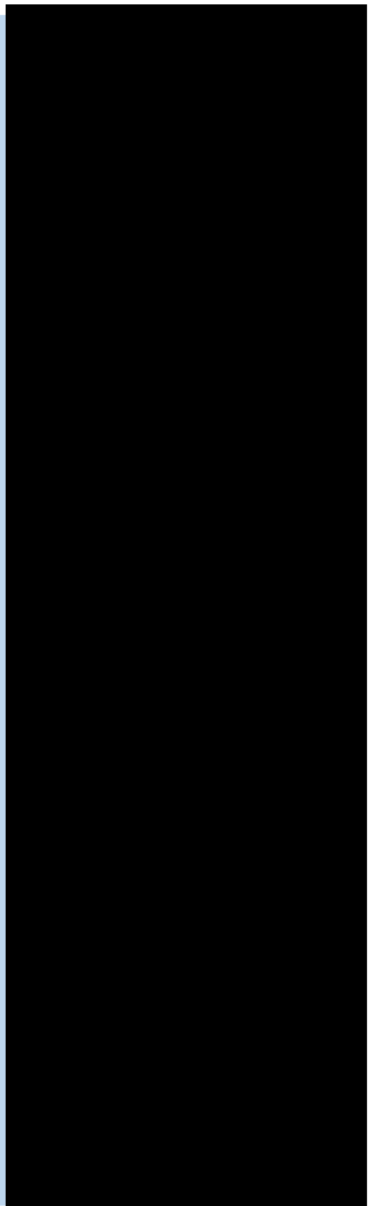
 2019-04- 	BOR	RCM	4 jours	Services correctionnels
 2019-05- 	AMO	RCO	1 jour	Services correctionnels
 2019-05- 	HUL	RCO	1 jour	Partenaires
 2019-05- 	CDQ	RCE	3 jours	Services correctionnels





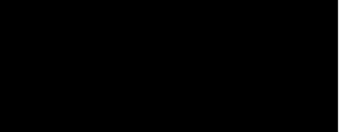

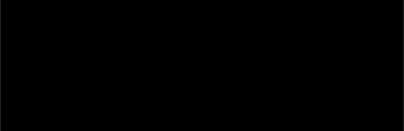



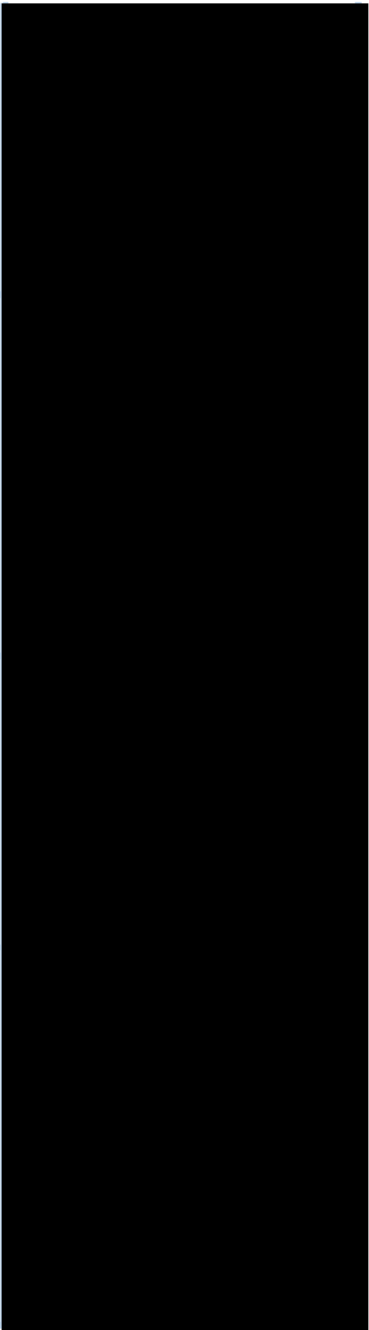
 2019-05- 	BOR	RCM	2 jours	Services correctionnels	
 2019-05- 	BOR	RCM	2 jours	Services correctionnels	
 2019-05- 	RDP	RCM	2 jours	Services correctionnels	


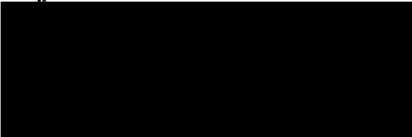



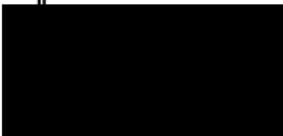



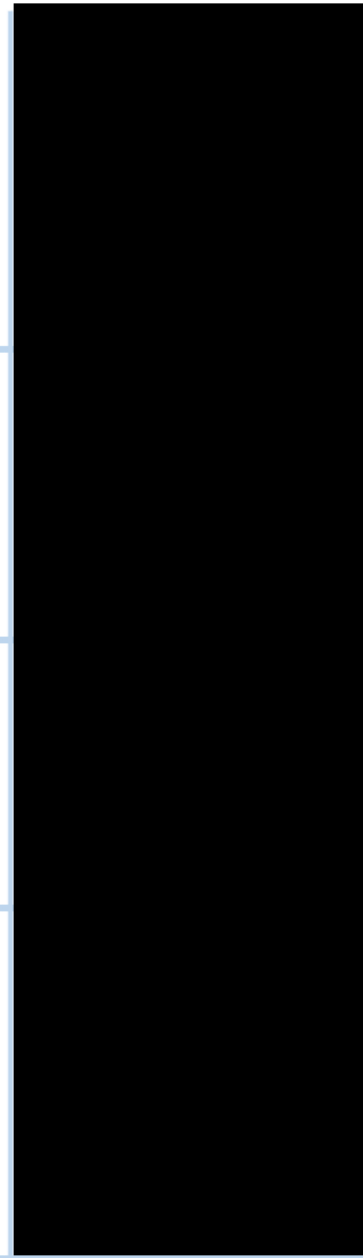
 2019-05-	SOR	RCO	2 jours	Partenaires
 2019-05-	ROB	RCE	4 jours	Services correctionnels
 2019-06-	ROB	RCE	1 jour	Partenaires
 2019-06-	CDQ	RCE	1 jour	Services correctionnels



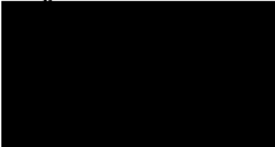





 2019-06- 	ELF	RCM	1 jour	Partenaires
 2019-07- 	BOR	RCM	2 jours	Services correctionnels
 2019-07- 	BOR	RCM	35 jours	Partenaires
 2019-07- 	RDP	RCM	3 jours	Services correctionnels



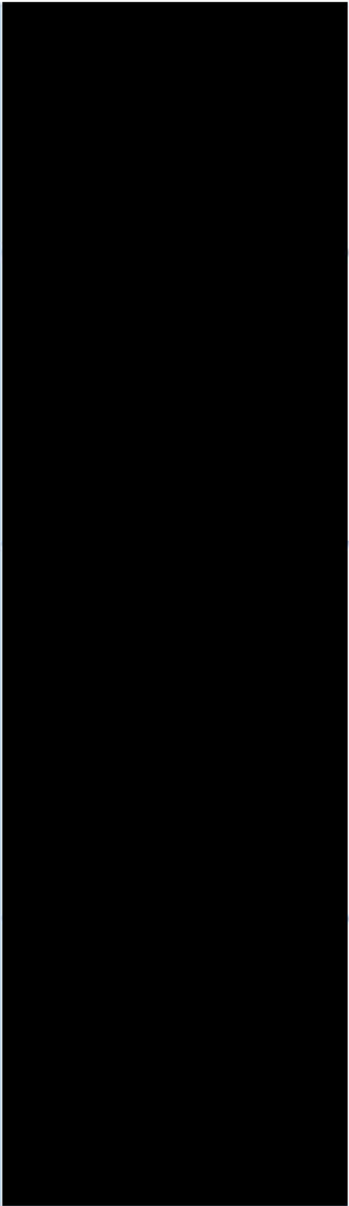
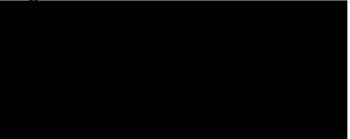










 2019-07- 	CDQ	RCE	3 jours	Services correctionnels
 2019-07- 	RDP	RCM	5 jours	Partenaires
 2019-07- 	AMO	RCO	2 jours	Services correctionnels
 2019-07- 	SJE	RCO	1 jour	Services correctionnels




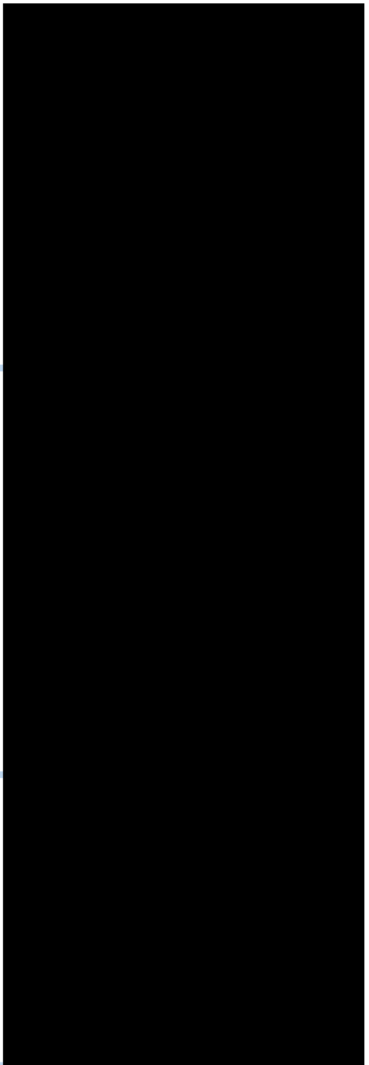


 2019-07- 	RDP	RCMI	2 jours	Services correctionnels
 2019-07- 	SOR	RCO	2 jours	Services correctionnels
 2019-07- 	TRR	RCO	1 jour	Services correctionnels







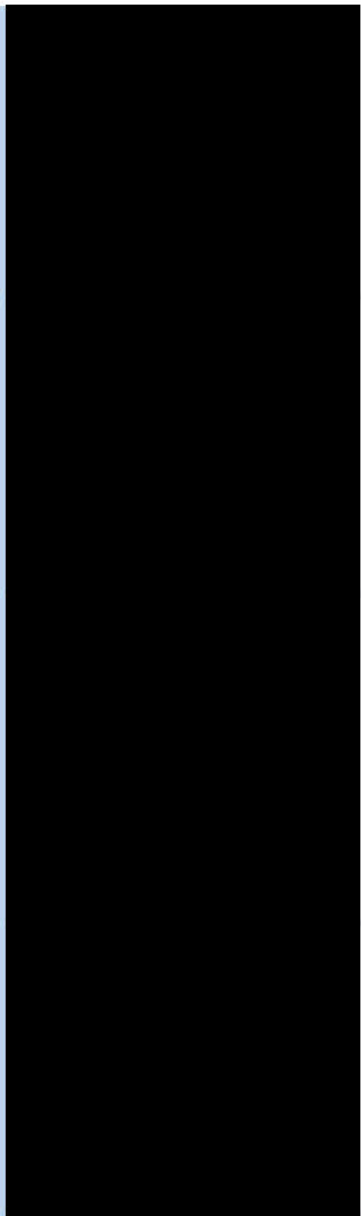
 2019-07- 	SJE	RCM	1 jour	Services correctionnels	
 2019-07- 	BOR	RCM	9 jours	Partenaires	
 2019-08- 	ELF	RCM	1 jour	Services correctionnels	
 2019-08- 	RDP	RCM	1 jour	Partenaires	

 2019-08-	ELF	RCM	5 heures	Partenaires
 2019-08-	AMO	RCO	21 heures	Services correctionnels
 2019-09-	BOR	RCM	10 jours	Partenaires

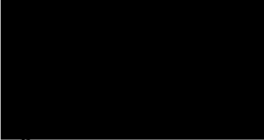









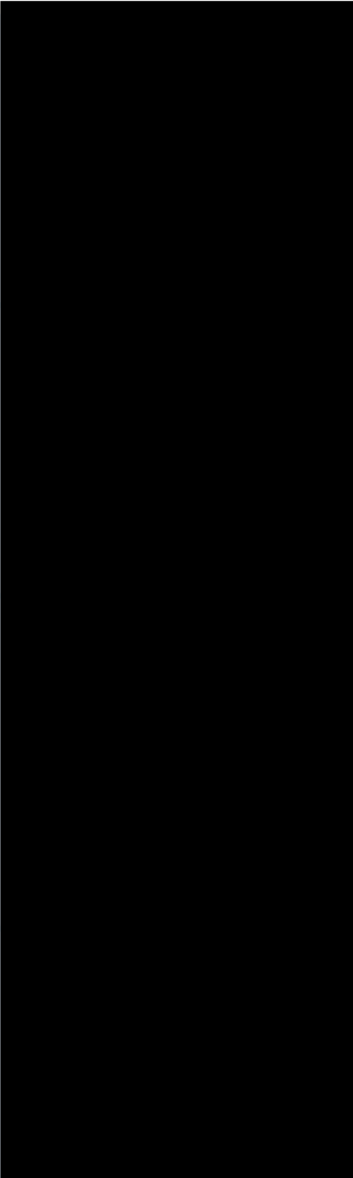
 2019-09-	BOR	RCM	2 jours	Services correctionnels	
 2019-09-	RDP	RCM	2 jours	Partenaires	
 2019-10-	CDQ	RCE	2 jours	Partenaires	



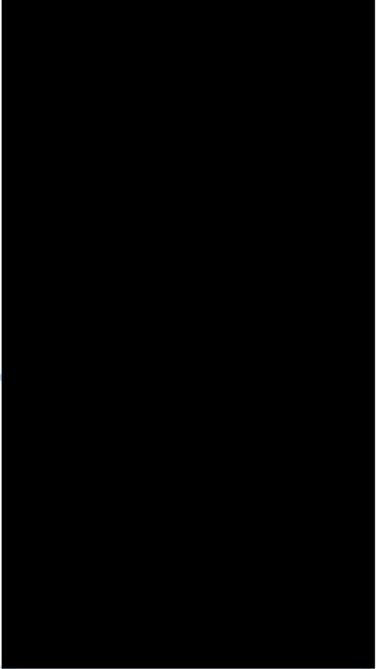


 2019-10-	CDQ	RCE	2 jours	Partenaires
 2019-10-	AMO	RCO	6 jours	Services correctionnels
 2019-10-	RDP	RCM	2 jours	Services correctionnels
 2019-10-	BOR	RCM	2 jours	Partenaires





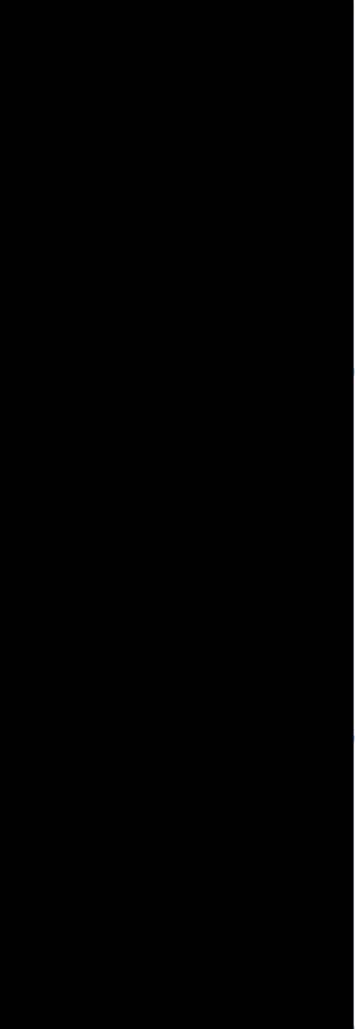
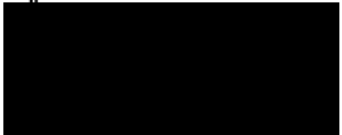







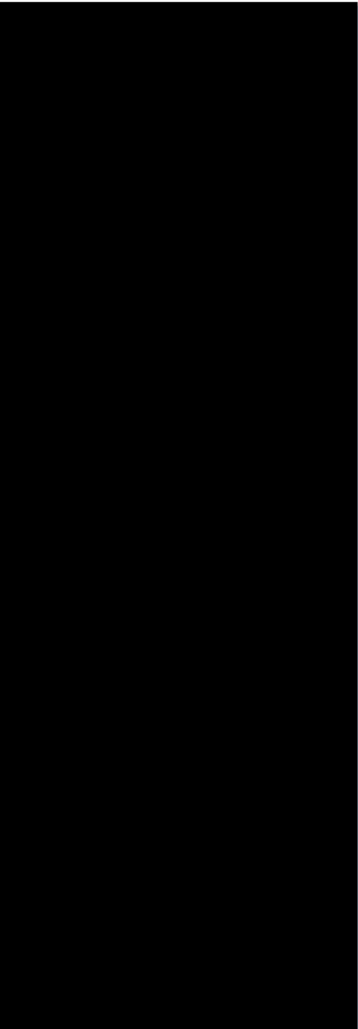
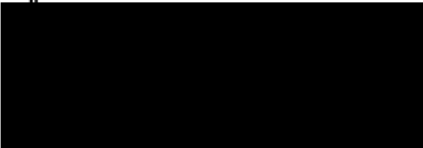



 2019-10- 	SOR	RCO	2 jours	Partenaires
 2019-11- 	BOR	RCM	3 jours	Partenaires
 2019-11- 	BOR	RCM	2 jours	Partenaires
 2019-11- 	SEP	RCE	3 jours	Services correctionnels



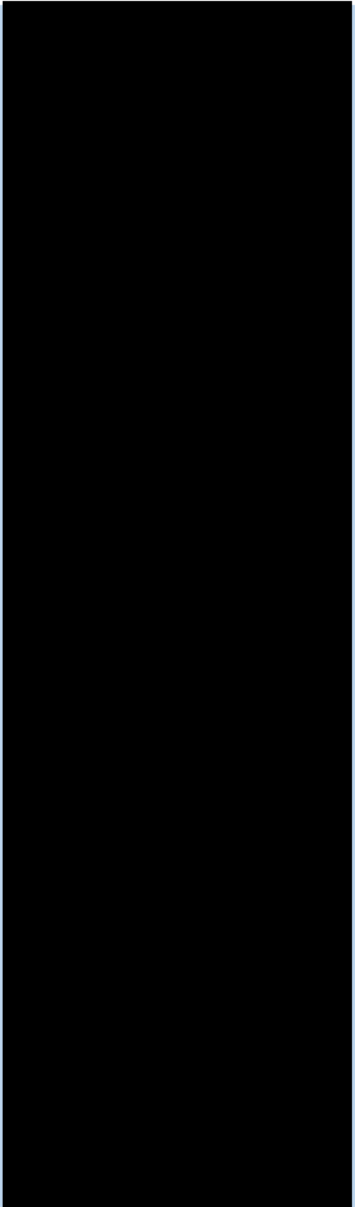
 2019-12- 	BOR	RCM	3 jours	Services correctionnels	
 2019-12- 	BOR	RCM	2 jours	Partenaires	

2019-12- [REDACTED]	RDP	RCM	2 jours	Services correctionnels	[REDACTED]
2019-12- [REDACTED]	ELF	RCM	2 jours	Services correctionnels	[REDACTED]



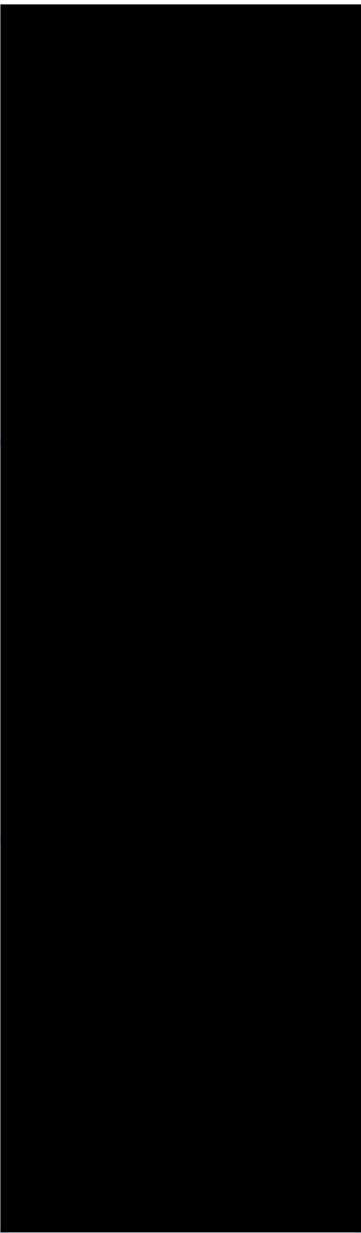
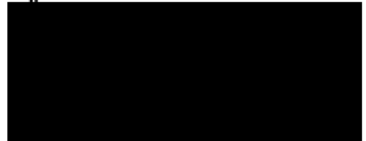



 2020-01- 	CDQ	RCE	2 jours	Services correctionnels	
 2020-01- 	RDP	RCM	1 jour	Services correctionnels	
 2020-01- 	BOR	RCM	6 jours	Partenaires	

 2020-02- 	SJE	RCO	2 jours	Services correctionnels	
 2020-02- 	RDP	RCM	4 jours	Services correctionnels	
 2020-01- 	BOR	RCM	32 heures	Partenaires	


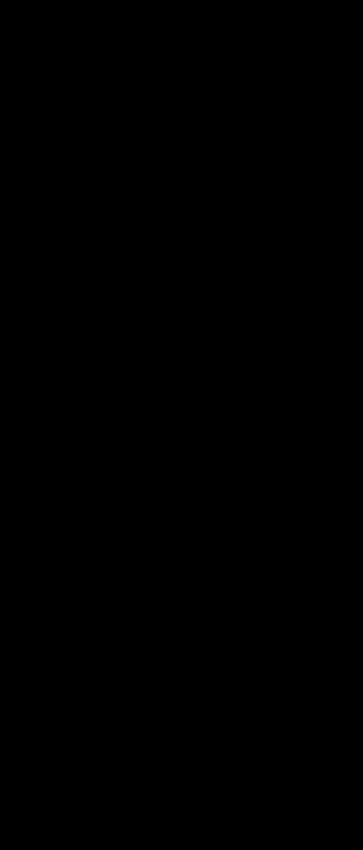
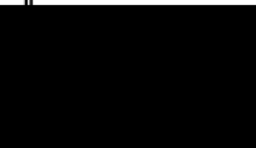
 2020-03-	RDP	RCM	4 jours	Services correctionnels
 2020-03-	RDP	RCM	4 jours	Services correctionnels
 2020-02-	BOR	RCM	9 heures	Services correctionnels



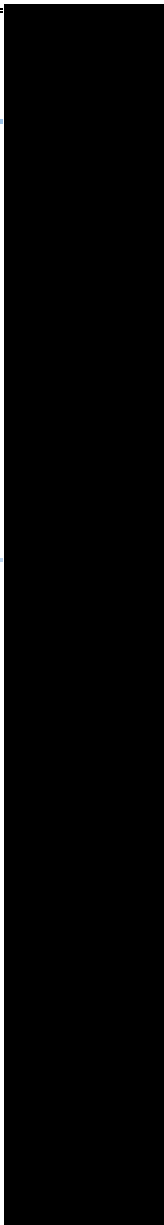
2020-03- [REDACTED]	SHE	RCO	2 jours	Services correctionnels	[REDACTED]
2020-03- [REDACTED]	BOR	RCM	4 jours	Services correctionnels	[REDACTED]
2020-03- [REDACTED]	ELF	RCM	2 jours	Services correctionnels	[REDACTED]

 2020-03- 	RDP	RCM	2 jours	Services correctionnels	
 2020-03- 	SJE	RCO	2 jours	Services correctionnels	
 2020-03- 	ELF	RCM	3 jours	Services correctionnels	



 2020-03-	BOR	RCM	2 jours	Partenaires	
 2020-03-	RDP	RCM	2 jours	Partenaires	

Nom, Prénom No dossier DACOR No rapport d'événement Date de l'événement	Établissement de détention	Réseau correctionnel	Durée de la détention illégale	Erreur administrative provenant de :
[REDACTED] 2020-04 [REDACTED]	CDQ	RCE	3 jours	Partenaires
[REDACTED] 2020-04 [REDACTED]	SJE	RCO	1 jour	Partenaires





2020-05

BOR

RCM

1 jour

Partenaires



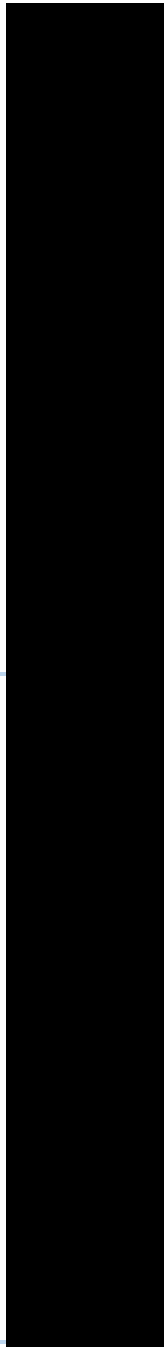
2020-05

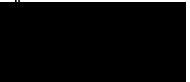





BOR

RCM

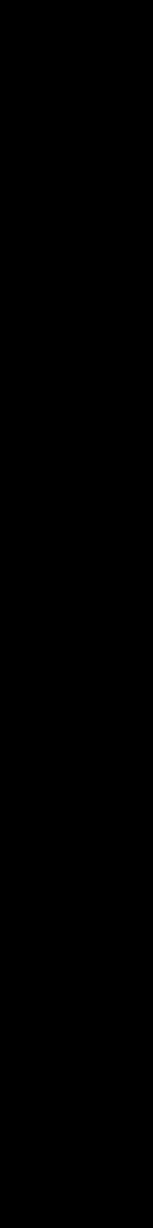
1 jour


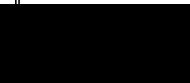
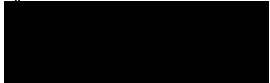
Partenaires

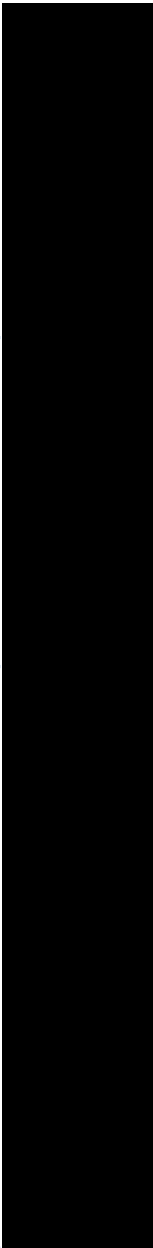


 2020-05 	SJE	RCO	5 h 50 minutes	Partenaires	
 2020-06 	CDQ	RCE	21 h 25 minutes	Services correctionnels	

[REDACTED] 2020-06 [REDACTED]	ELF	RCM	11 h 55	Partenaires
[REDACTED] 2020-06 [REDACTED]	CDQ	RCE	10 heures	Services correctionnels



2020-06- 	CDQ	RCE	59 jours	Services correctionnels
2020-06- 	RDP	RCM	6 jours	Services correctionnels
2020-06- 	SOR	RCO	1 jour	Partenaires









<p>2020-06 [REDACTED]</p>	CDQ	RCE	8 jours	Partenaires	[REDACTED]
<p>2020-06 [REDACTED]</p>	CDQ	RCE	4 jours	Services correctionnels	[REDACTED]

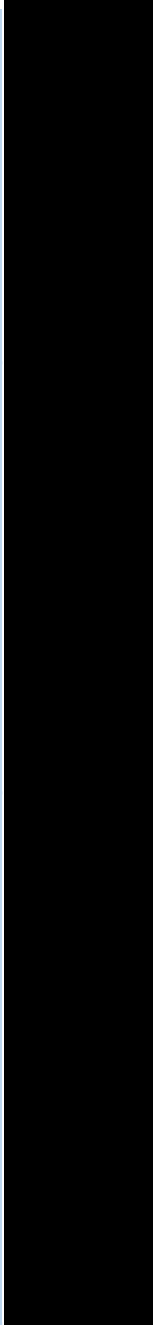
2020-06	ELF	RCM	1 jour	Partenaires	
2020-07	HUL	RCO	3 jours	Services correctionnels	





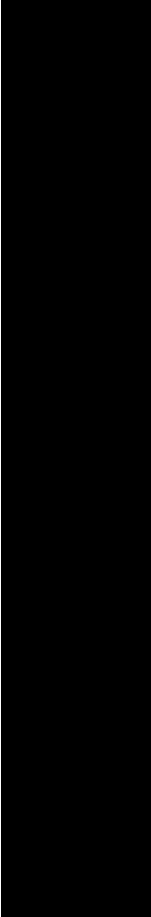


[REDACTED] 2020-07	RDP	RCM	2 jours	Services correctionnels
[REDACTED] 2020-07	SEP	RCE	23 h	Services correctionnels



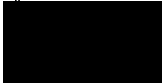



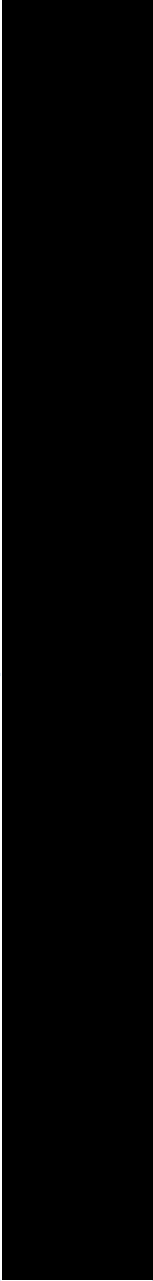
 2020-07- 	CDQ	RCE	41 h	Partenaires
 2020-07- 	HUL	RCO	24h	Services correctionnels
 2020-07- 	AMO	RCO	12h00	Partenaires



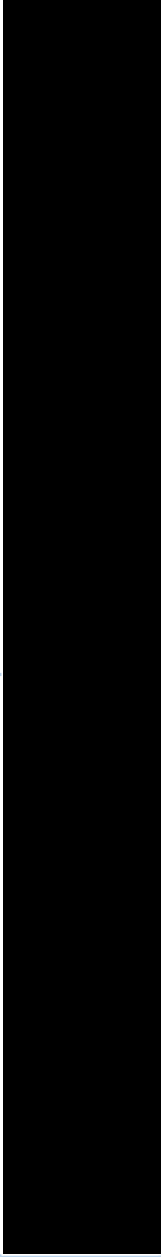


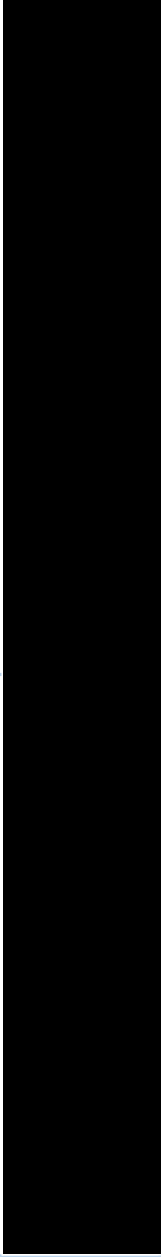


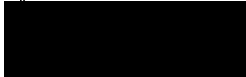


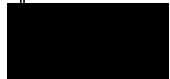


[REDACTED]	SJE	RCO	2 jours	Services correctionnels	[REDACTED]
[REDACTED] 2020-08 [REDACTED]	RDP	RCM	3 jours	Services correctionnels	[REDACTED]

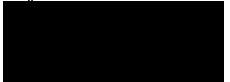
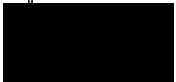
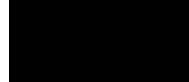
 2020-08 	ROB	RCE	12 heures	Partenaires	
 2020-08 	BOR	RCM	10 heures	Partenaires	

 2020-08 	HUL	RCO	1 jour	Services correctionnels
 2020-08 	BOR	RCM	3 jours	Partenaires



 2020-08 	BOR	RCM	9 jours	Partenaires	
 2020-08 	BOR	RCM	10 heures	Services correctionnels	

 2020-08 	BOR	RCM	7 jours	Services correctionnels	
 2020-08 	BOR	RCM	1 jour	Partenaires	

 2020-08	ELF	RCM	1 jour	Partenaires
 2020-08	SOR	RCO	1 jour	Partenaires
 2020-09	BOR	RCM	9 heures	Partenaires





[REDACTED] 2020-09	BOR	RCM	44 heures	Partenaires	[REDACTED]
[REDACTED] 2020-09	BOR	RCM	5 jours	Services correctionnels	

[REDACTED] 2020-09	CDQ	RCE	9 heures 30 minutes	Services correctionnels
[REDACTED] 2020-08	BOR	RCM	3 jours	Partenaires



[REDACTED]	CDQ	RCE	11 h 15	Partenaires
[REDACTED]	SJE	RCO	3 jours	Services correctionnels
[REDACTED]	CDQ	RCE	52 heures	Partenaires


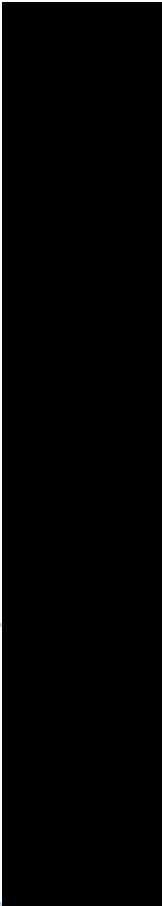


[REDACTED]

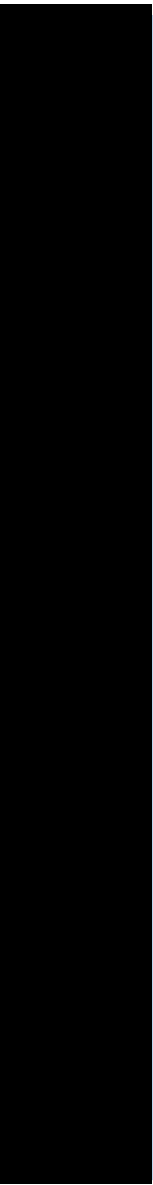
[REDACTED]  
2020-09 [REDACTED]

[REDACTED]  
2020-09 [REDACTED]

[REDACTED] 2020-10 [REDACTED]	SJE	RCO	17 heures	Partenaires	[REDACTED]
[REDACTED] 2020-10 [REDACTED]	ELF	RCM	24 heures	Services correctionnels	

 2020-10 	ELF	RCM	24 heures	Services correctionnels	
 2020-10 	ELF	RCM	10 heures	Partenaires	

2020-10	SJE	RCO	1h30	Services correctionnels
2020-11	BOR	RCM	9h25	Services correctionnels

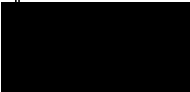
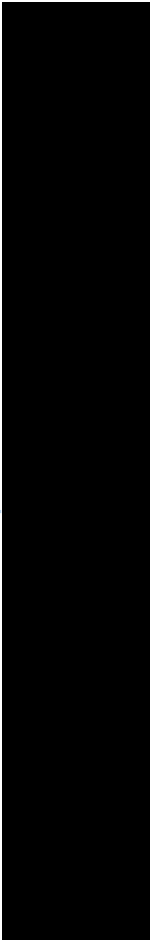



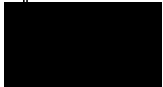

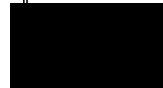



 2020-11 	BOR	RCM	45 minutes	Partenaires	
 2020-11 	BOR	RCM	14h15	Partenaires	

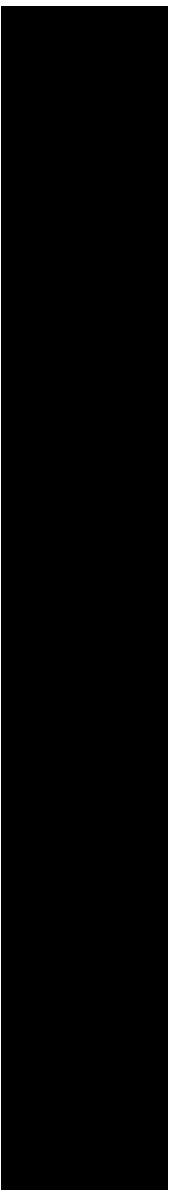
[REDACTED] 2020-11 [REDACTED]	SEP	RCE	65h30	Services correctionnels	[REDACTED]
[REDACTED] 2020-11 [REDACTED]	RDP	RCM	13h	Services correctionnels	[REDACTED]



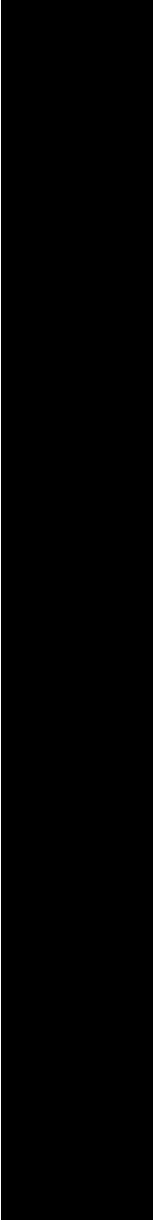
 2020-12- 	CDQ	RCE	2h15	Partenaires	
 2020-12- 	BOR	RCM	1 jour	Partenaires	
 2020-12- 	BOR	RCM	16 heures	Services correctionnels	



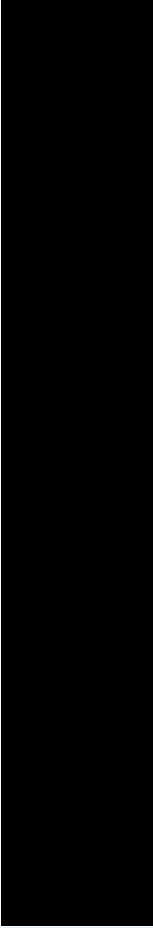
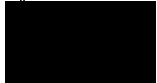

 2020-12	BOR	RCM	15 heures	Partenaires	
 2021-01	HUL	RCO	24 heures	Partenaires	

 2021-01- 	BOR	RCM	24 heures	Services correctionnels
 2021-01- 	BOR	RCM	15h30	Services correctionnels
 2021-01- 	SJE	RCO	3 jours	Services correctionnels



[REDACTED] 2021-01	BOR	RCM	3 jours	Services correctionnels
[REDACTED] 2021-01	BOR	RCM	17h30	Services correctionnels



 2021-02- 	BOR	RCM	11 jours	Partenaires	
 2021-02- 	CDQ	RCE	4 jours	Partenaires	

<p>[Redacted]</p> <p>2021-02 [Redacted]</p>	CDQ	RCE	12 heures	Services correctionnels	[Redacted]
<p>[Redacted]</p> <p>2021-02 [Redacted]</p>	SOR	RCO	17 h 30	Services correctionnels	


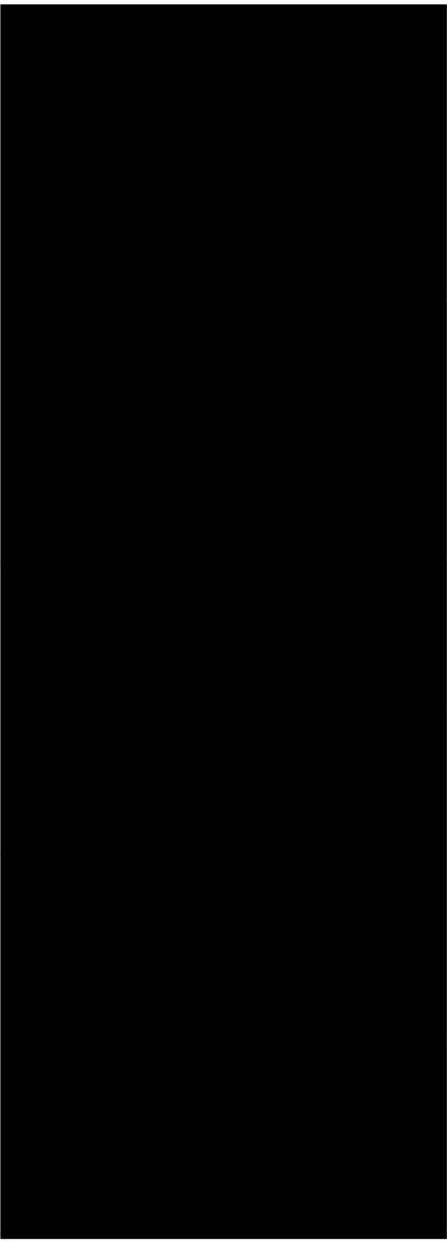

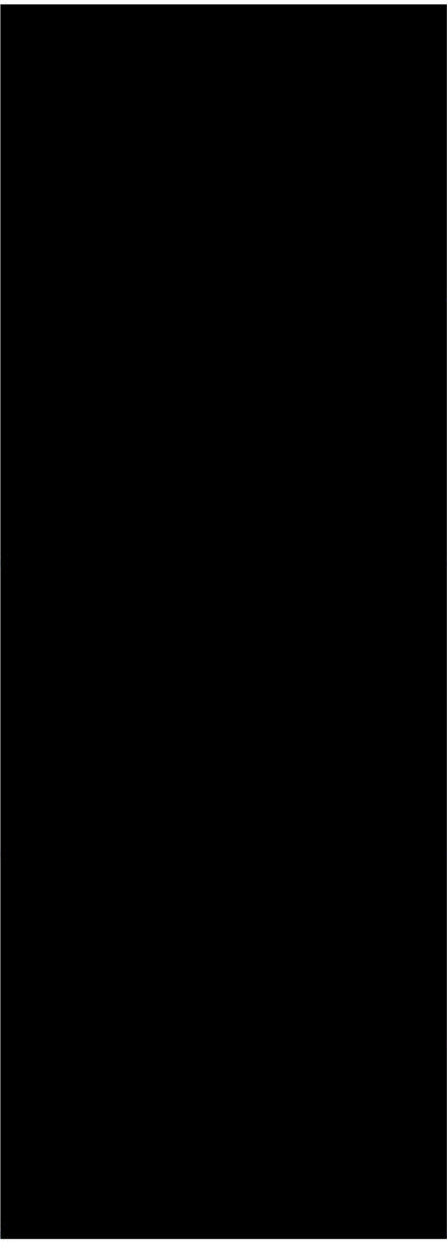

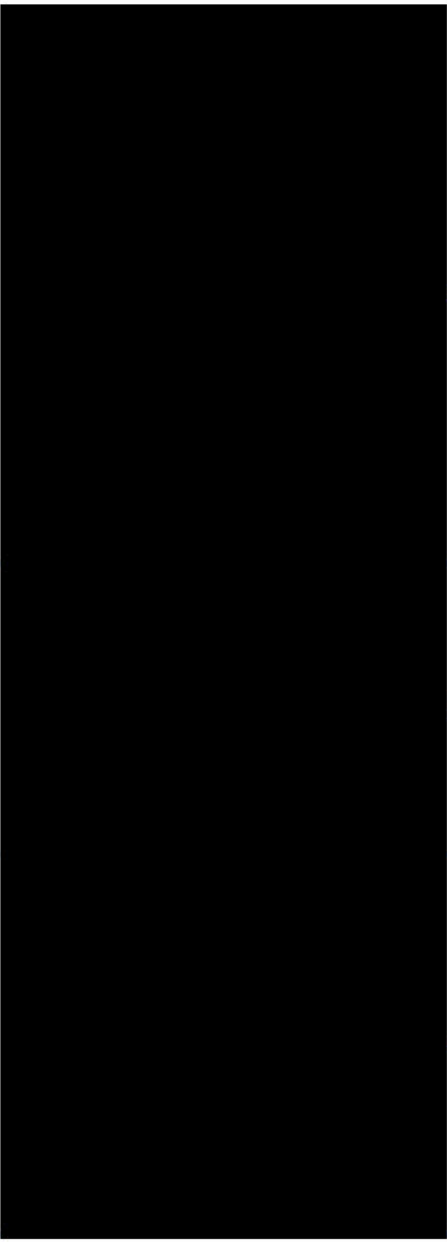
[REDACTED] 2021-02	SOR	RCO	2 jours	Partenaires
[REDACTED] 2021-02	ELF	RCM	9 jours	Partenaires
[REDACTED] 2021-03	RDP	RCM	16 heures	Services correctionnels
[REDACTED] 2021-03	HUL	RCM	1h40	Partenaires








[REDACTED]	AMO	RCO	4 jours	Services correctionnels	[REDACTED]
[REDACTED] 2021-03	NEW	RCE	2 jours	Services correctionnels	[REDACTED]
[REDACTED] 2021-03	SJE	RCO	10h	Partenaires	[REDACTED]




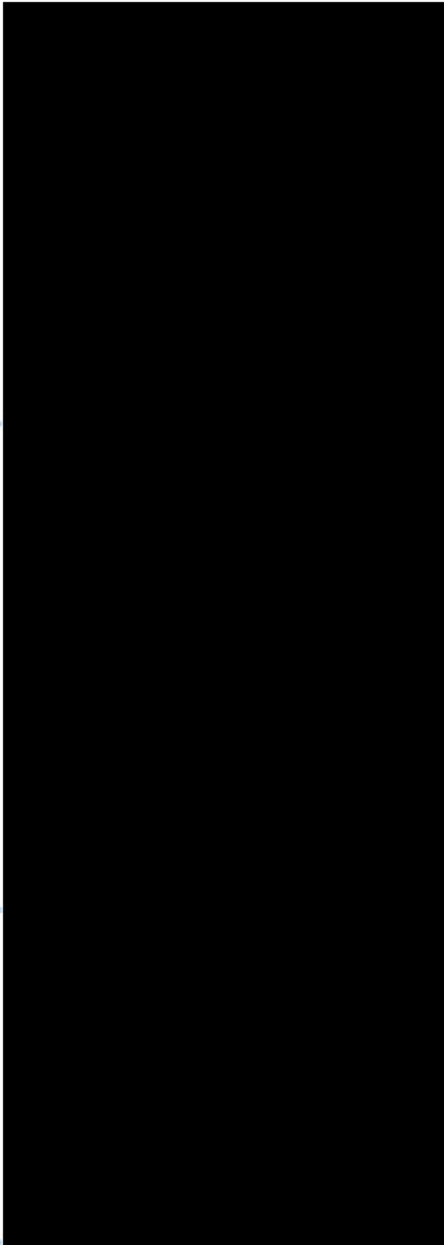

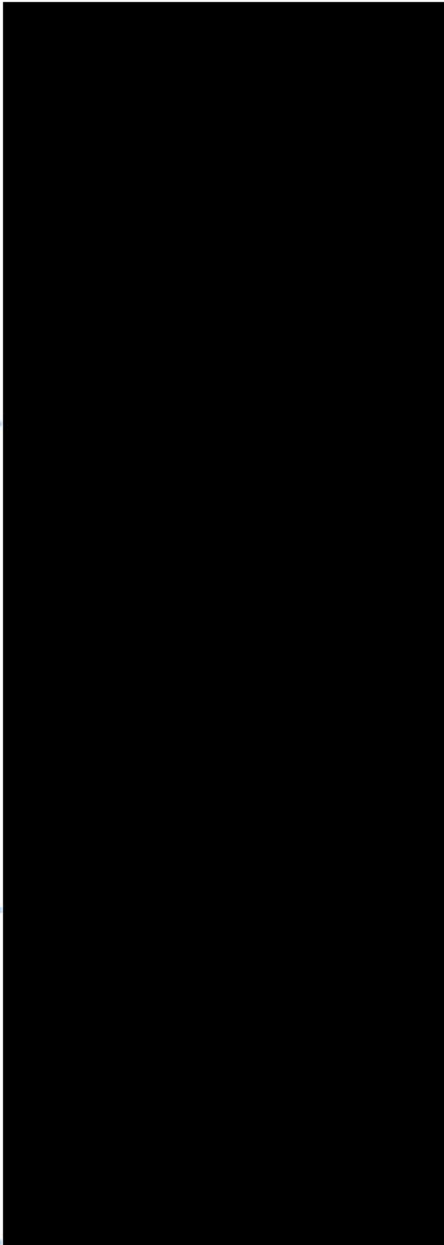


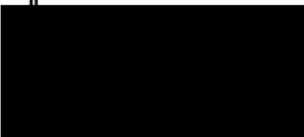
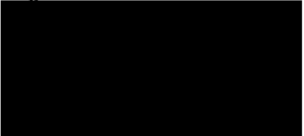
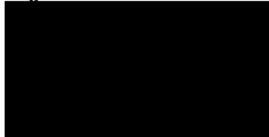
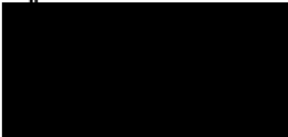
Nom, Prénom No dossier DACOR No rapport d'événement Date de l'événement	Établissement de détention	Réseau correctionnel	Durée de la détention illégale	[REDACTED]	Erreur administrative provenant de :
[REDACTED] 2021-04-[REDACTED]	AMO	RCO	3 jours		Partenaires
[REDACTED] 2021-04-[REDACTED]	BOR	RCM	6 jours		partenaires
[REDACTED] 2021-04-[REDACTED]	BOR	RCM	10h		Partenaires

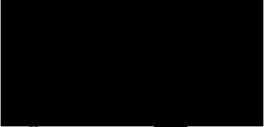

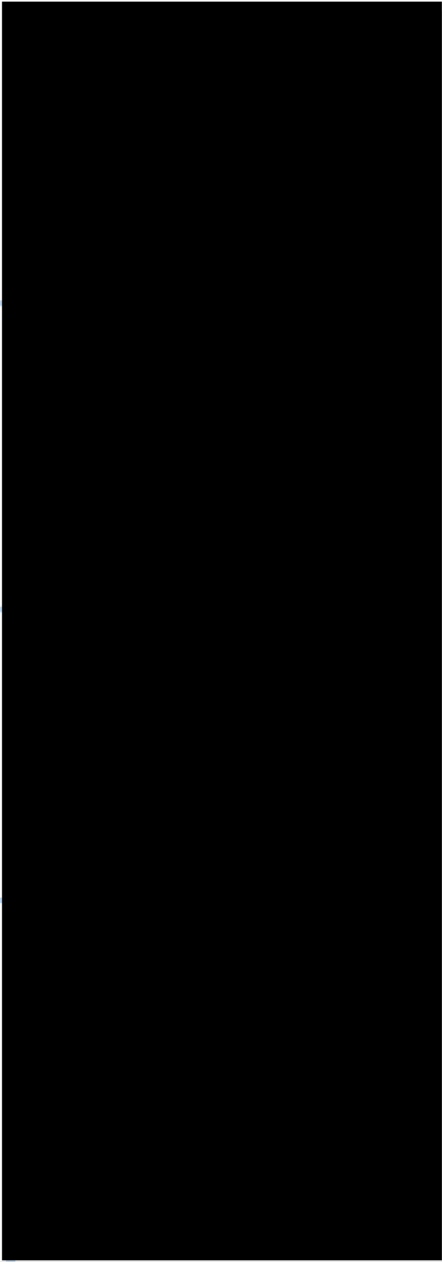
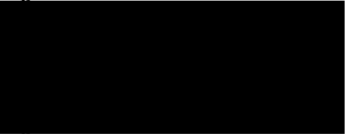

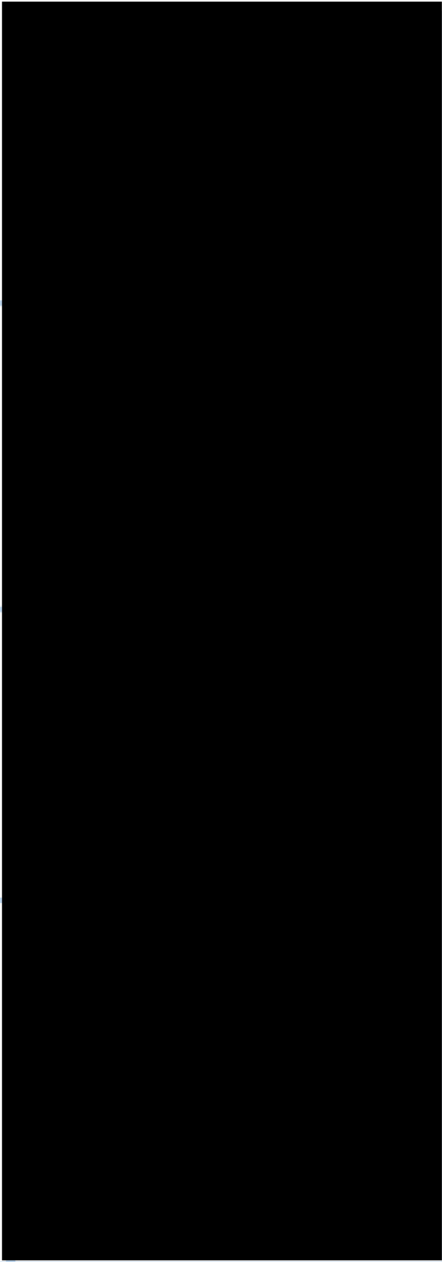


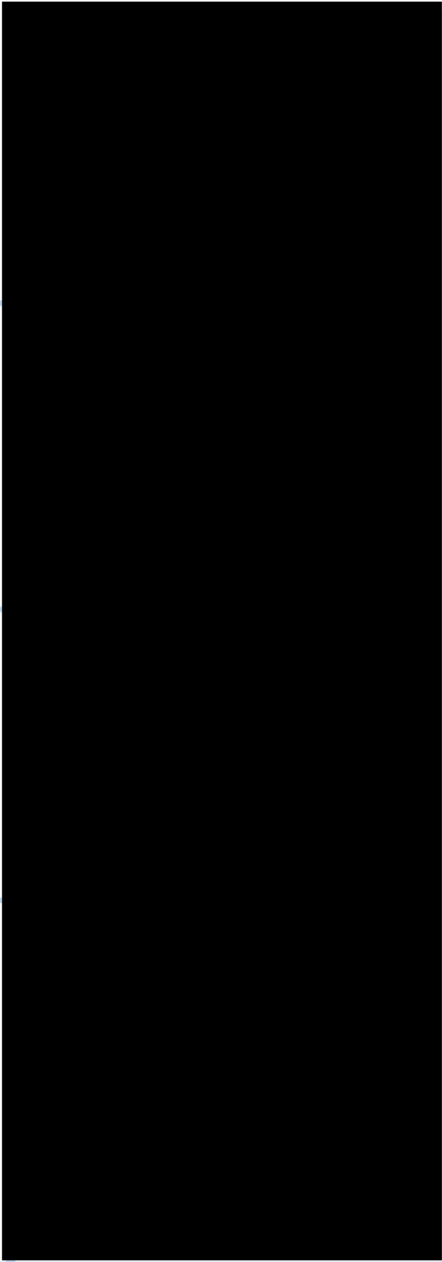
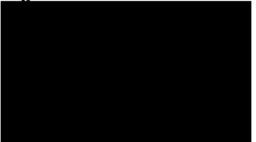

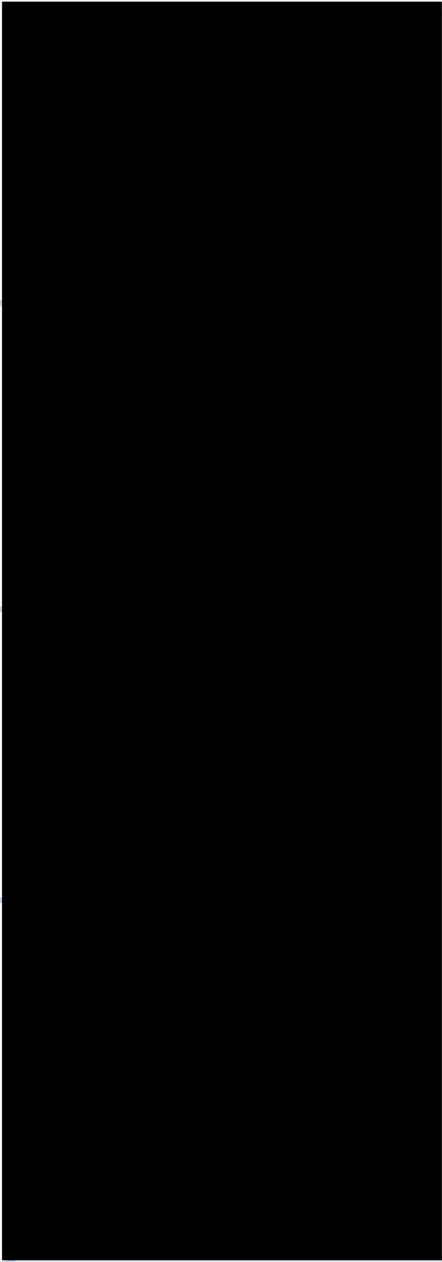
 2021-04-	NEW	RCE	1 jour		services correctionnels
 2021-04-	BOR	RCM	10h		Partenaires
 2021-04-	ROB	RCE	4 jours		services correctionnels

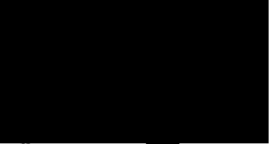
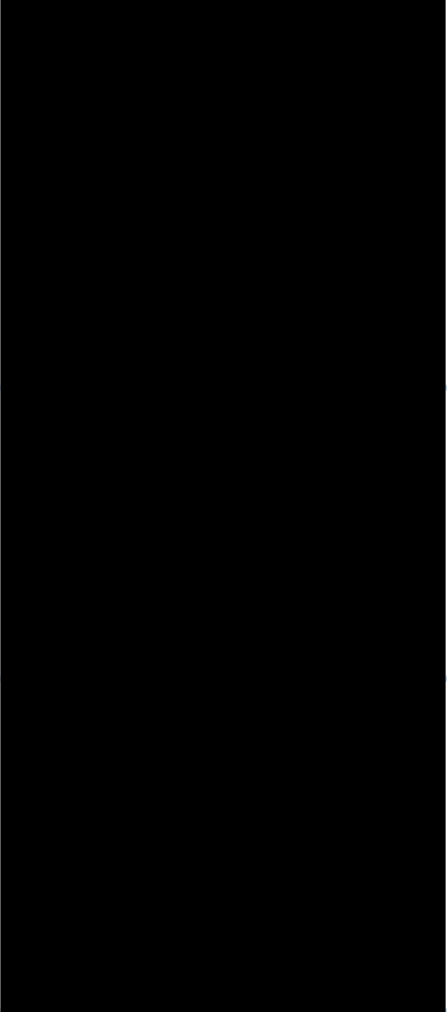

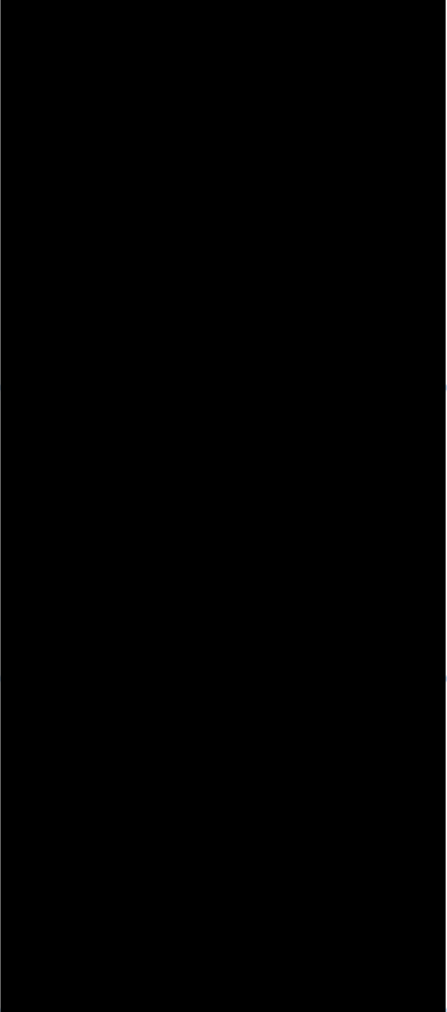

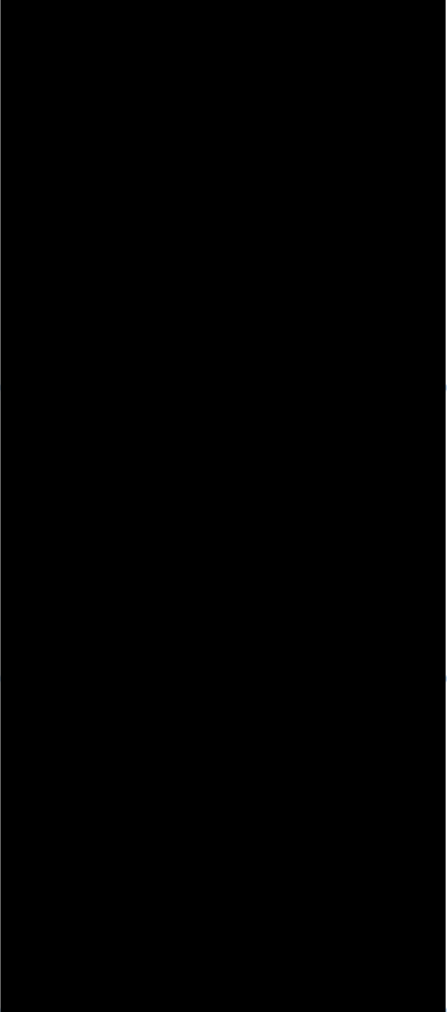
 2021-05- 	BOR	RCM	13h30		services correctionnels
 2021-05- 	ROB	RCE	7 jours		services correctionnels
 2021-05- 	RDP	RCM	10 jours		Partenaires

 2021-05- 	NEW	RCE	9 heures		services correctionnels
 2021-05- 	ELF	RCM	19 heures		Partenaires
 2021-06- 	SJE	RCO	1 jour		Partenaires

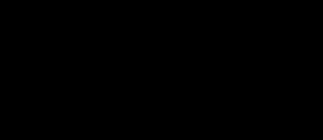

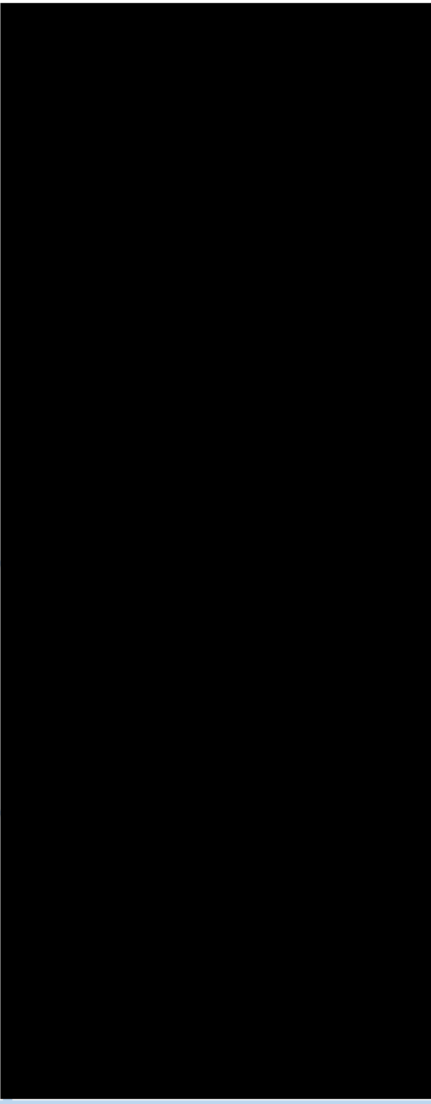
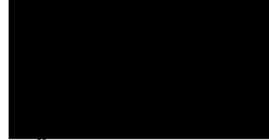



 2021-06- 	TRR	RCE	4 jours		services correctionnels
 2021-06- 	RDP	RCM	1 jour		services correctionnels
 2021-06- 	SJE	RCO	21 heures		Partenaires



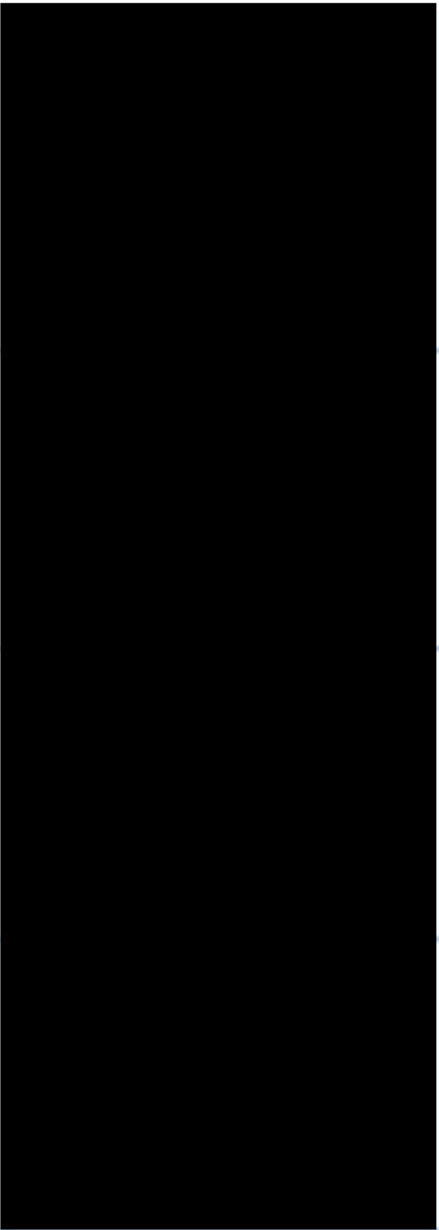


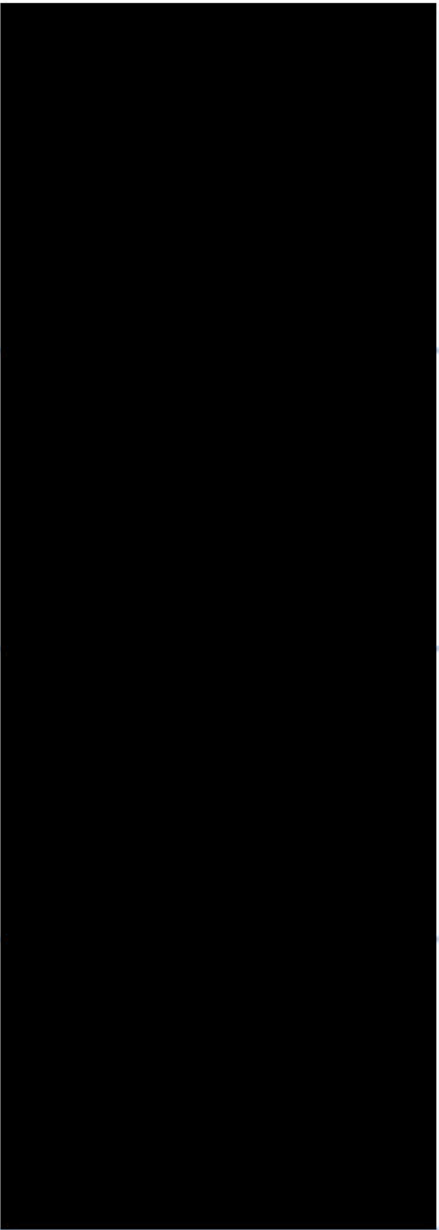


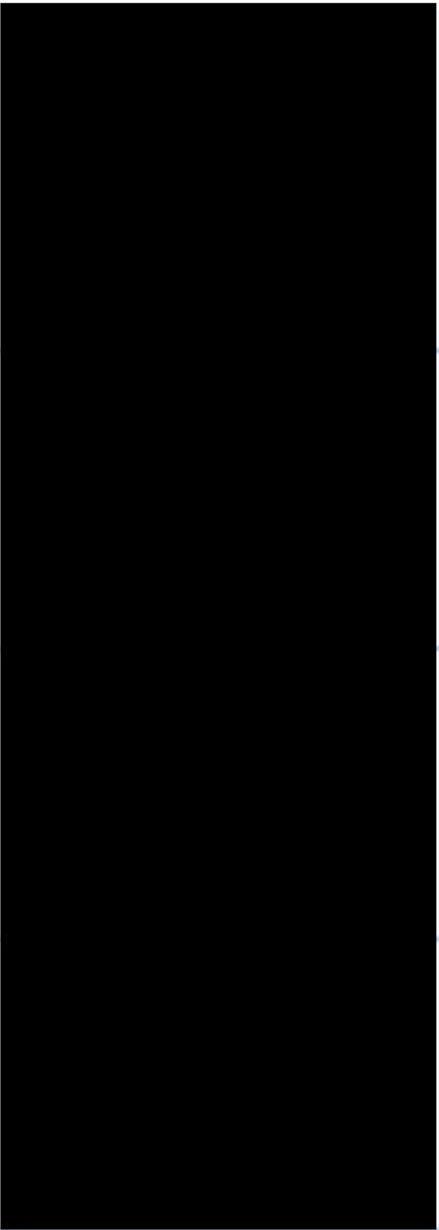


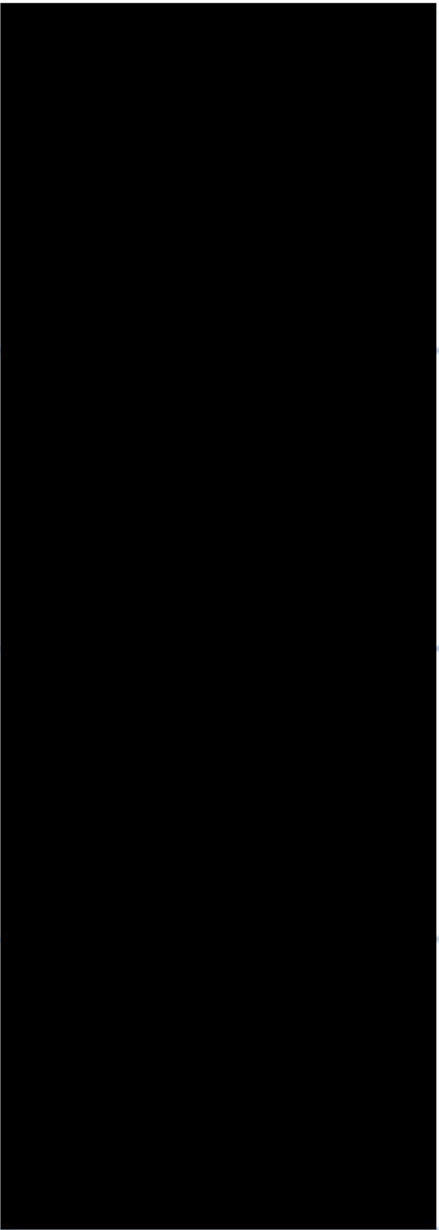
 2021-06- 	RDP	RCM	1 jour		Partenaires
 2021-06- 	RDP	RCM	1 jour		Partenaires
 2021-06- 	ELF	RCM	1 jour		services correctionnels
 2021-06- 	BOR	RCM	8 jours		services correctionnels

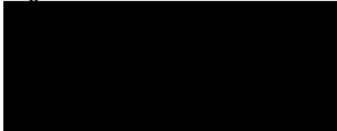

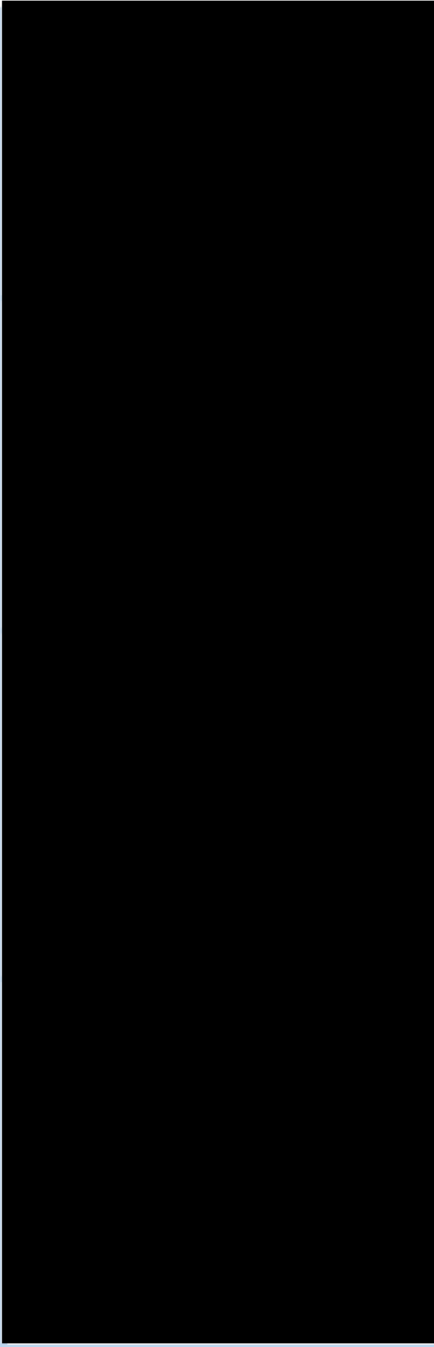


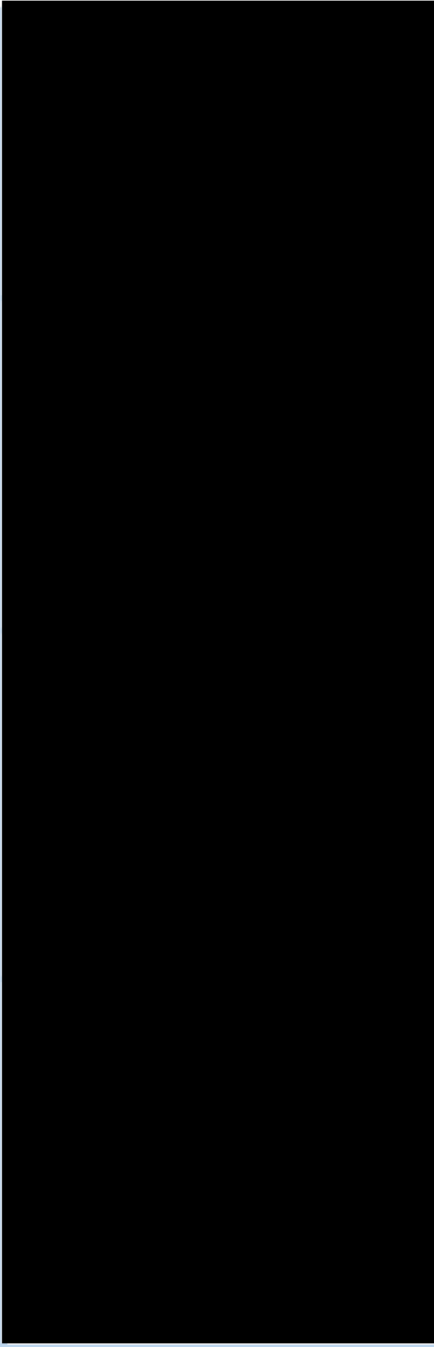
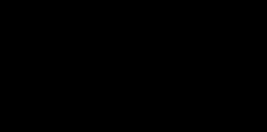

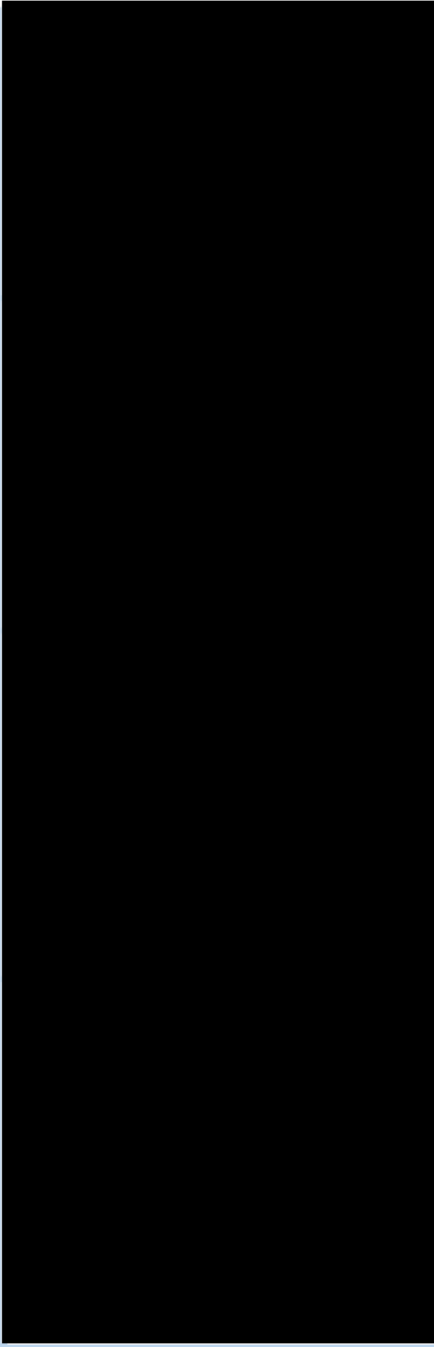
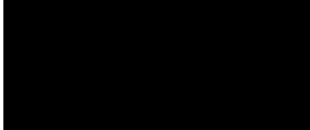

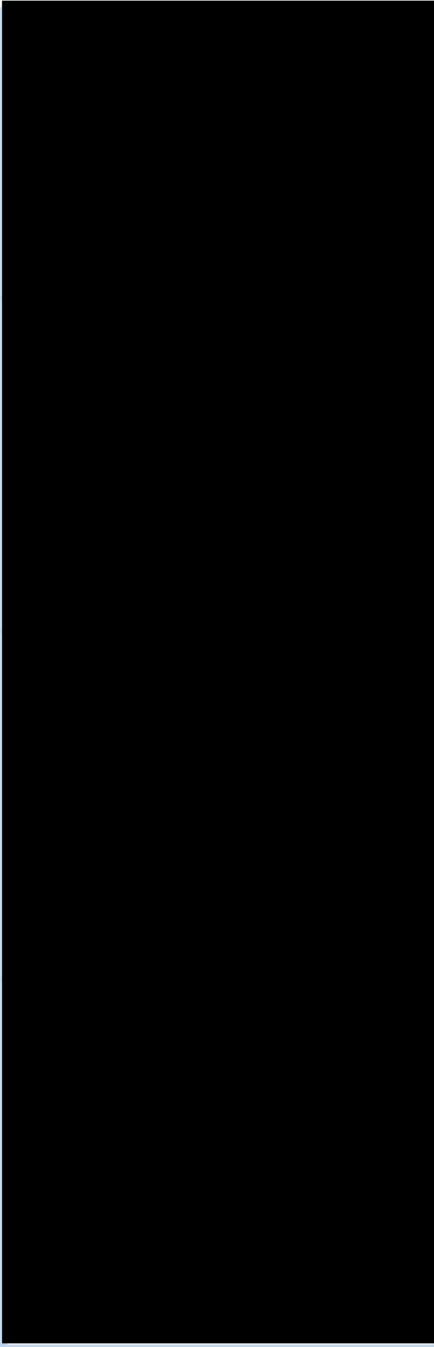
 2021-07- 	RDP	RCM	6 jours		Partenaires
 2021-07- 	TRR	RCE	1 jour		services correctionnels
 2021-07- 	BOR	RCM	1 jour		Partenaires
 2021-07- 	RDP	RCM	1 jour		services correctionnels

 2021-07-	BOR	RCM	1 jour		services correctionnels
 2021-07-	BOR	RCM	1 jour		Partenaires
 2021-07-	SJE	RCO	1 jour		Partenaires



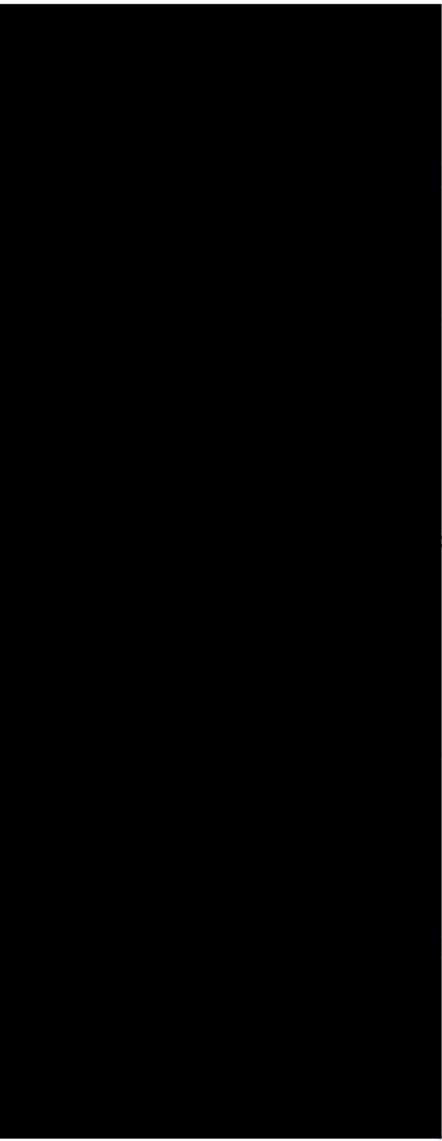


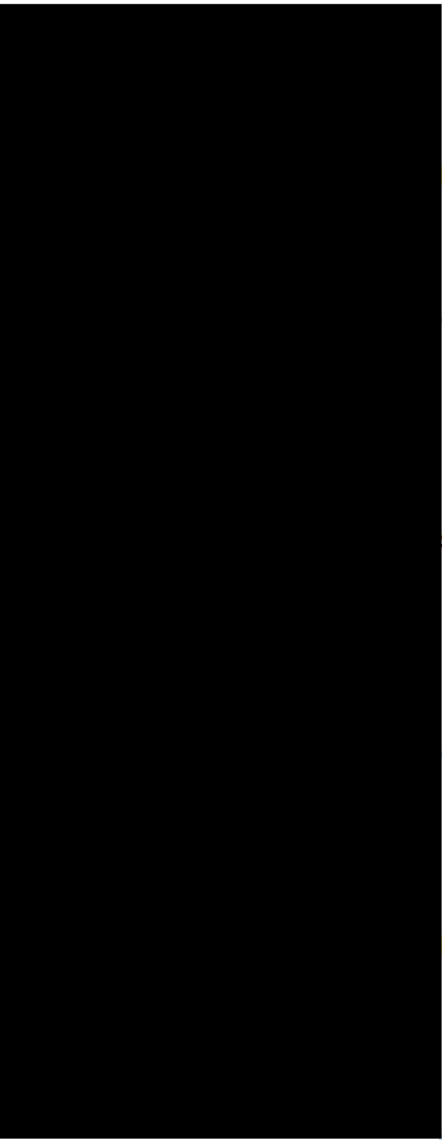


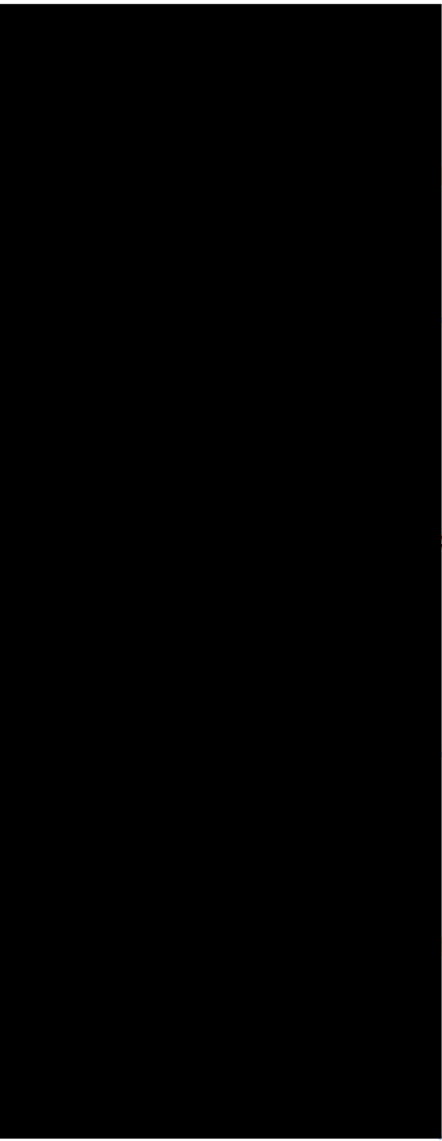




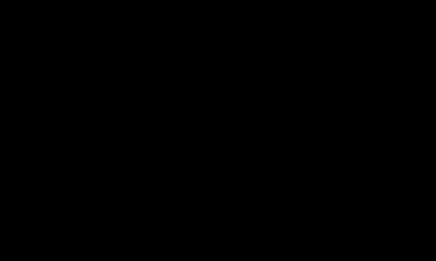
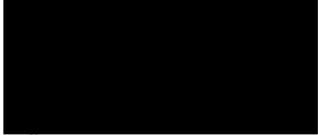

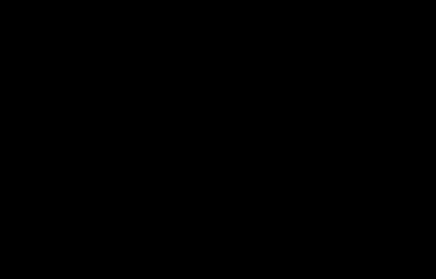
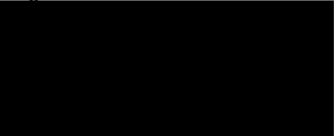

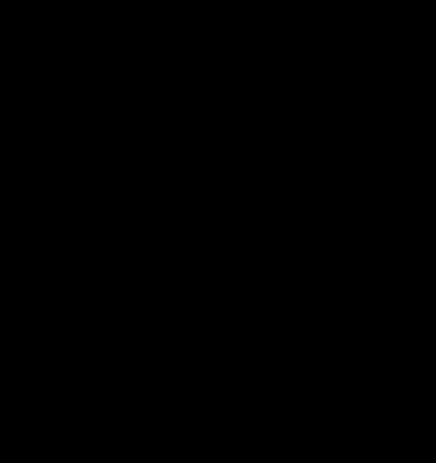
 2021-08- 	ELF	RCM	2 jours		services correctionnels
 2021-08- 	ELF	RCM	1 jour		services correctionnels
 2021-08- 	RDP	RCM	1 jour		Partenaires



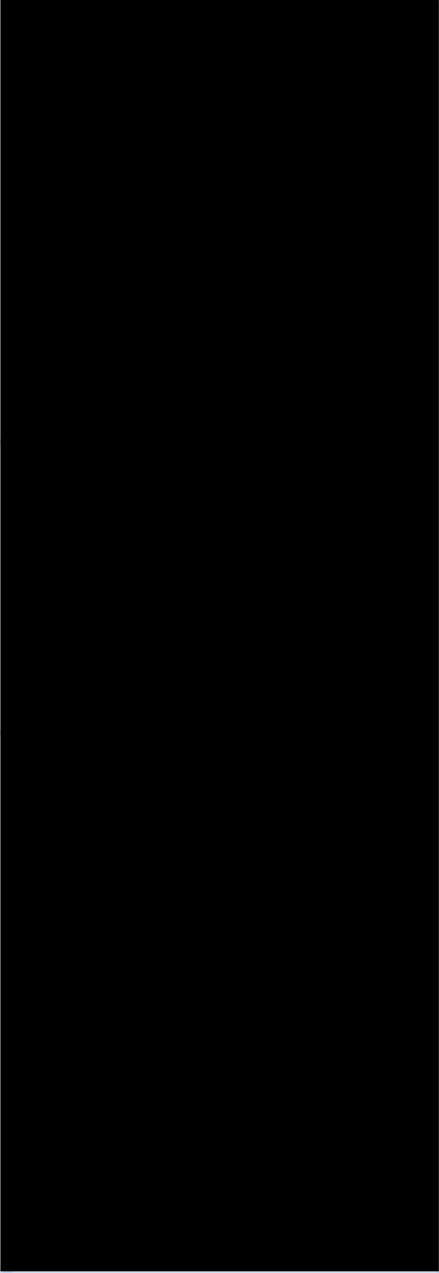
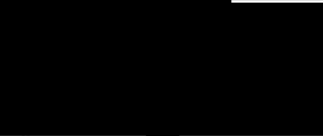

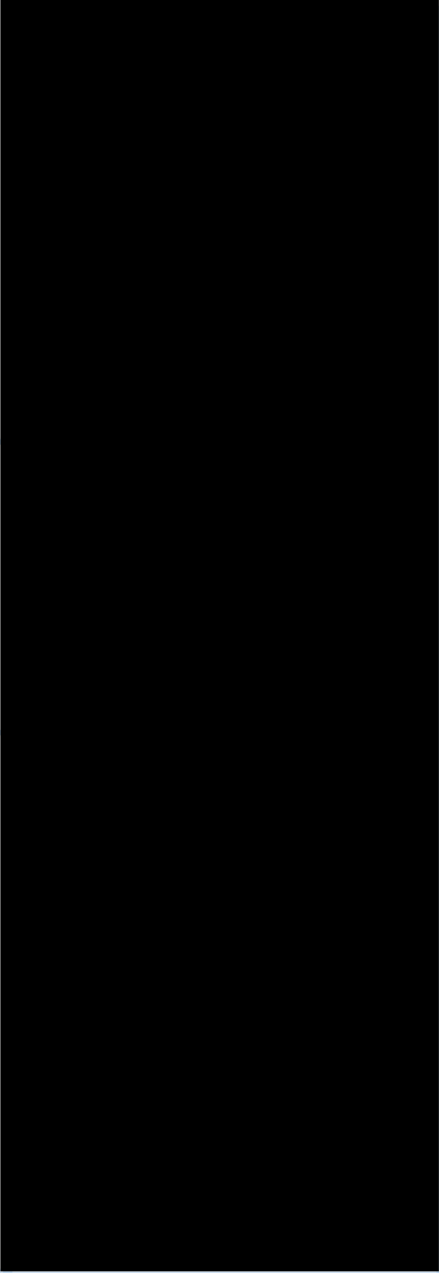
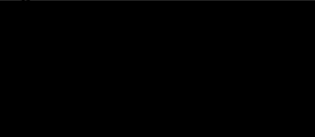

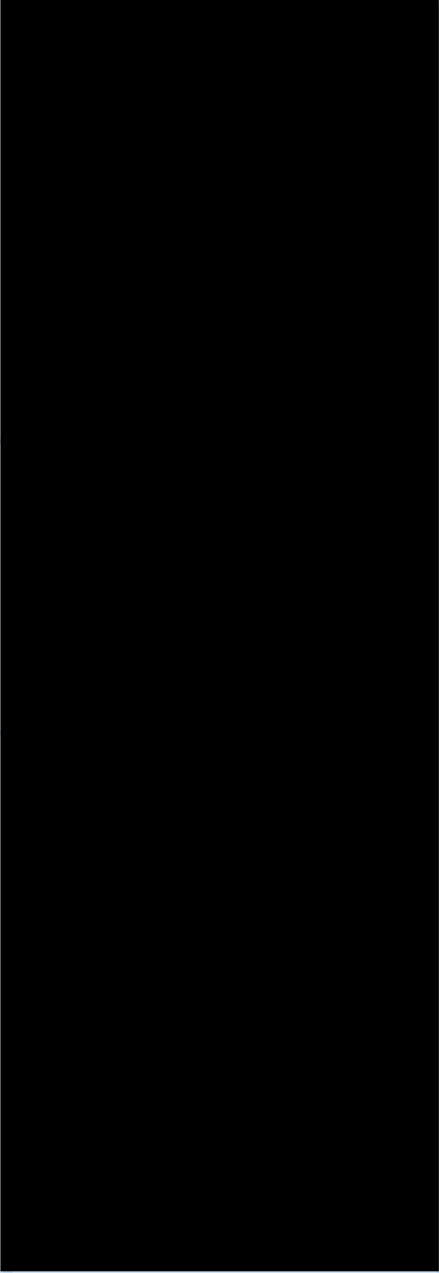
 2021-08- 	ROB	RCE	3 jours		services correctionnels
 2021-09- 	SJE	RCO	9h35		services correctionnels
 2021-09- 	AMO	RCO	18h30		Partenaires
 2021-10- 	TRR	RCE	11h35		Partenaires


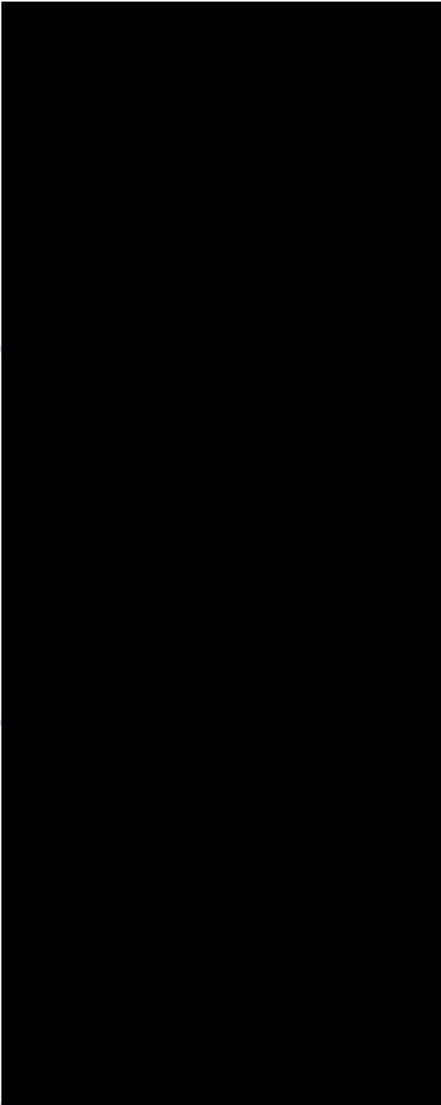
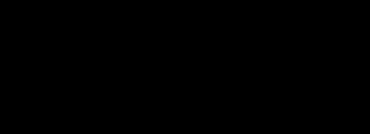
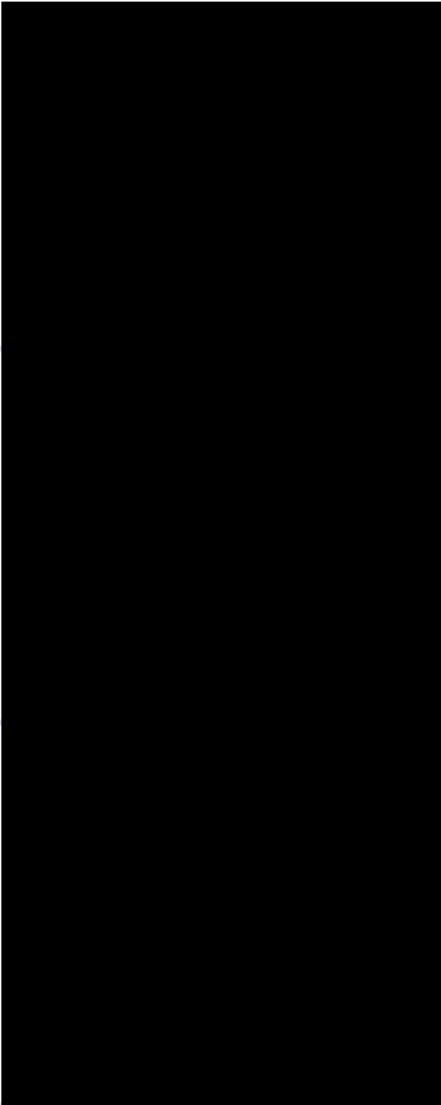
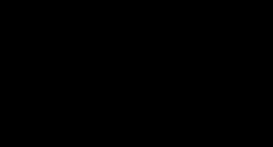
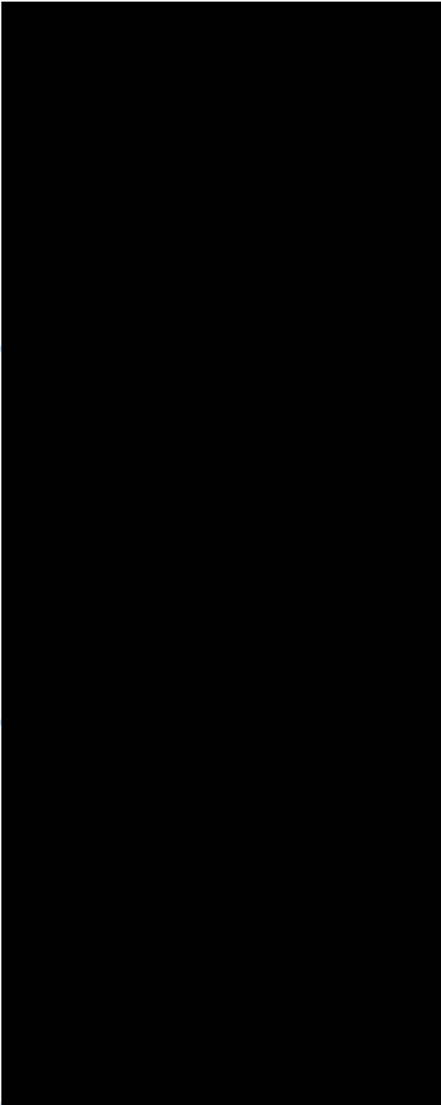
 2021-10- 	BOR	RCM	3 jours		Partenaires
 2021-10- 	ELF	RCM	27 heures		Partenaires
 2021-10- 	ROB	RCE	3 jours		services correctionnels
 2021-10- 	BOR	RCM	4 jours		services correctionnels

 2021-11- 	BOR	RCM	10 heures		services correctionnels
 2021-11- 	BOR	RCM	19 heures		services correctionnels
 2021-11- 	TRR	RCE	14,5 heures		Partenaires



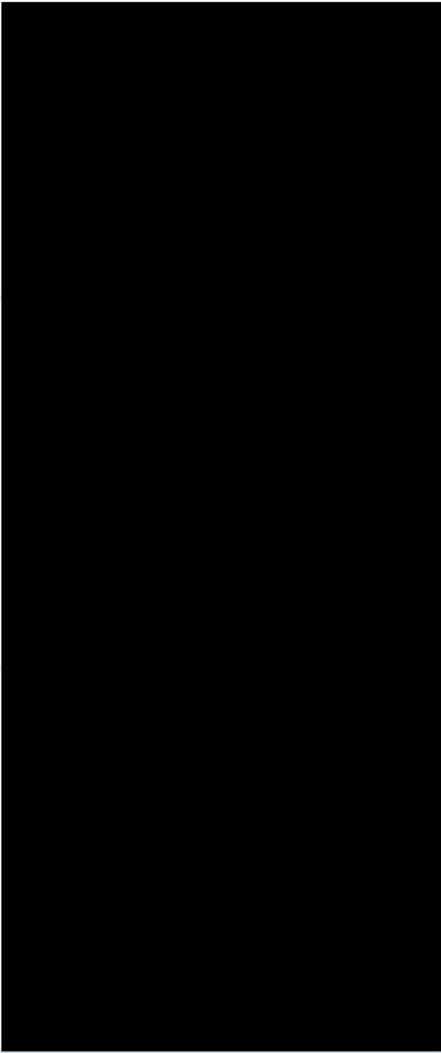


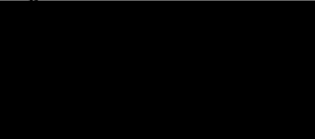

 2021-12- 	SJE	RCO	1 jour		Partenaires
 2021-12- 	SJE	RCO	64 jours		services correctionnels
 2021-12- 	BOR	RCM	4 jours		Partenaires



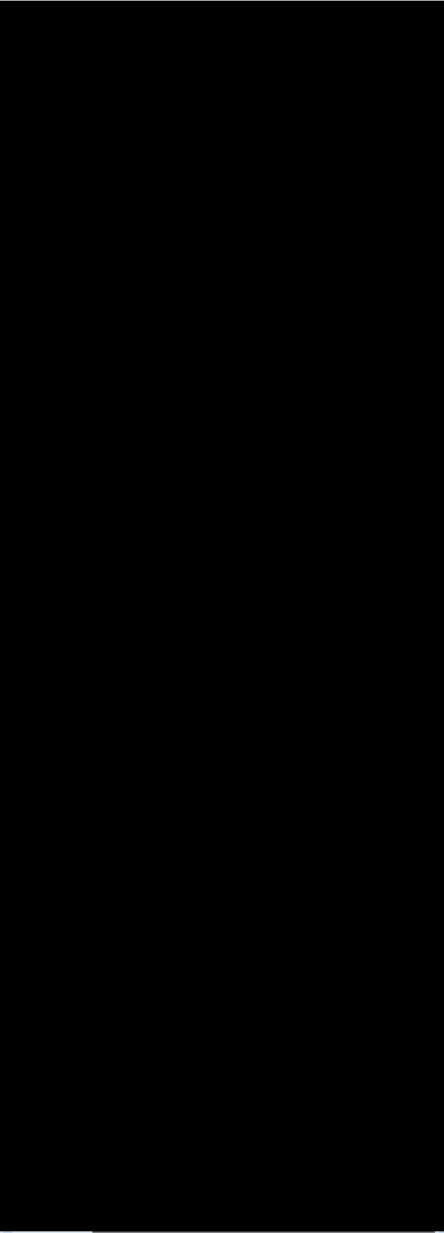
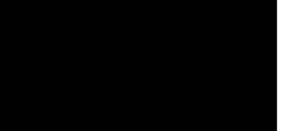

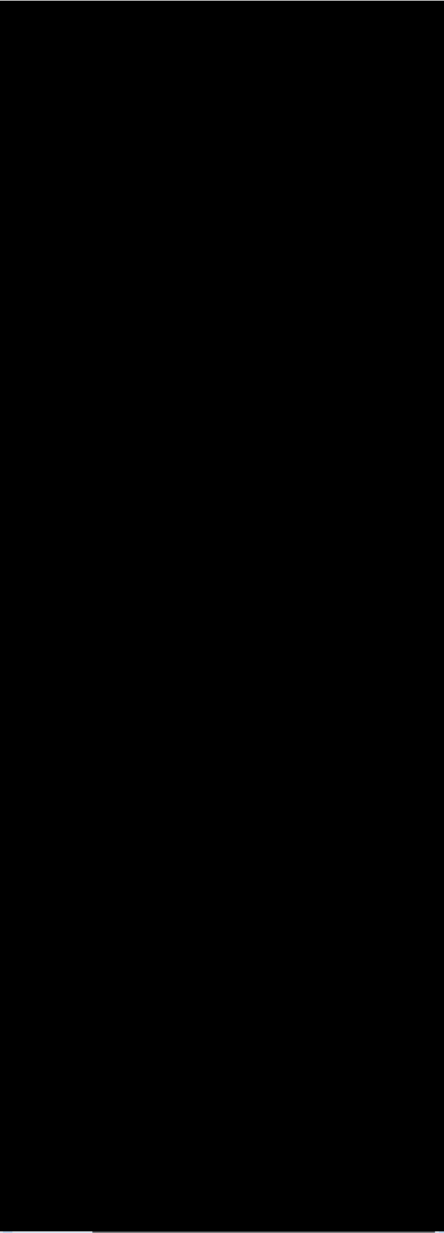
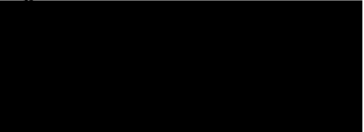

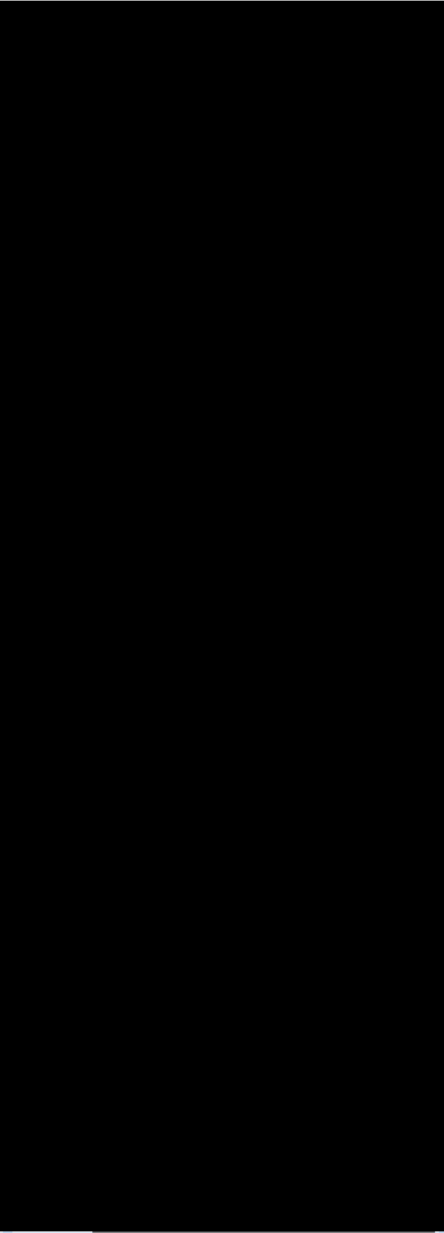


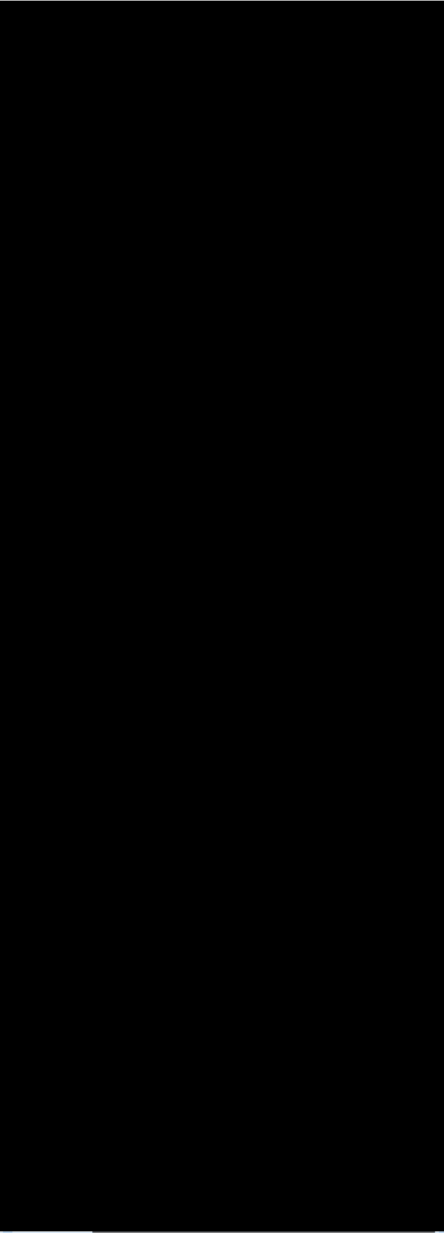
 2021-12- 	RDP	RCM	14h40		services correctionnels
 2021-12- 	BOR	RCM	3 jours		Partenaires
 2021-12- 	SOR	RCO	10h10		Partenaires



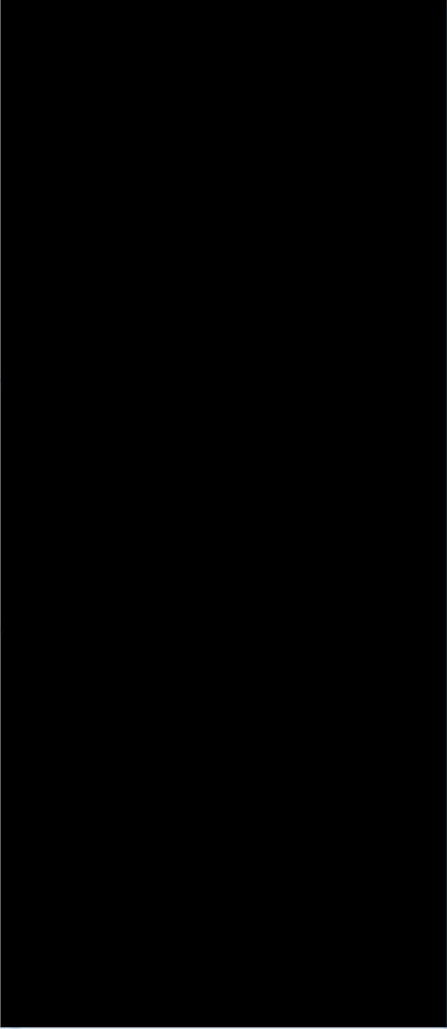


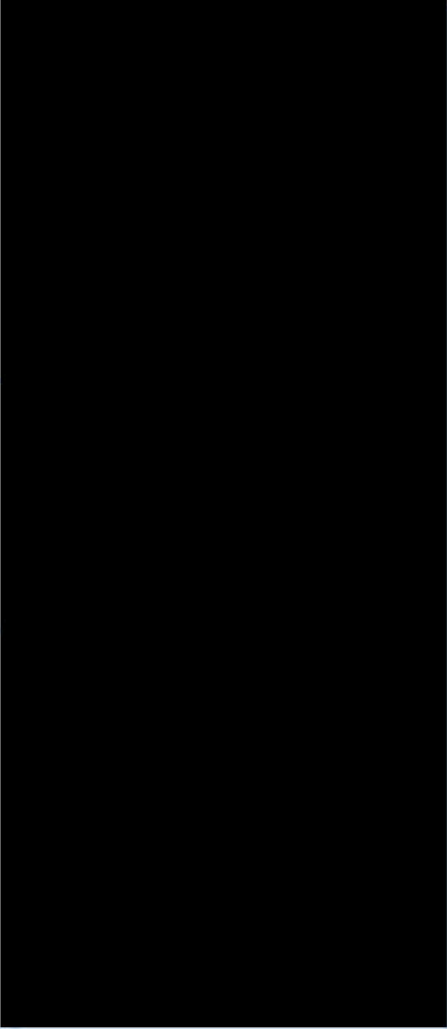


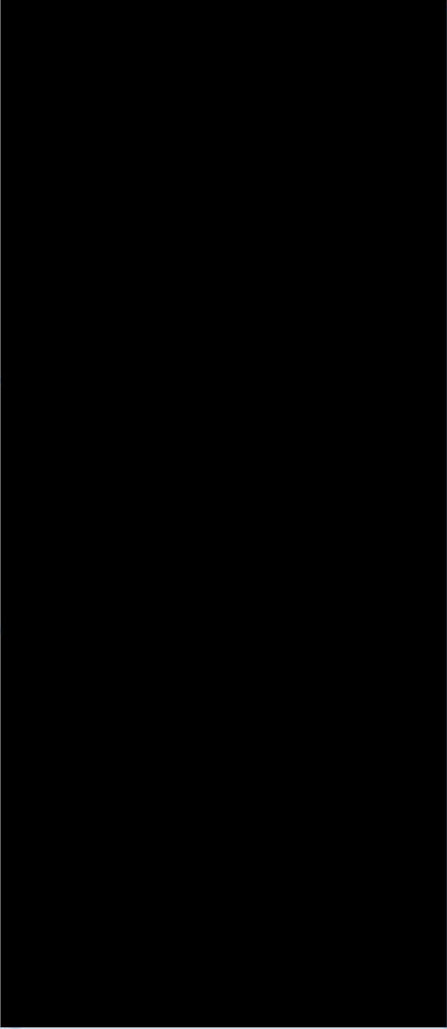
 2022-01- 	TRR	RCE	23 heures		Partenaires
 2022-01- 	BOR	RCM	10h15		Partenaires
 2022-01- 	CDQ	RCE	10 jours		services correctionnels



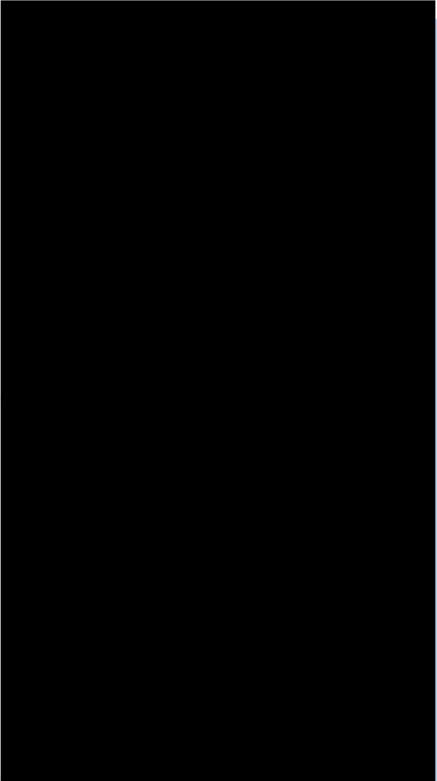
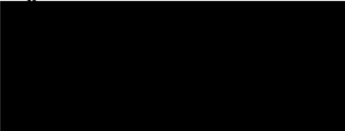

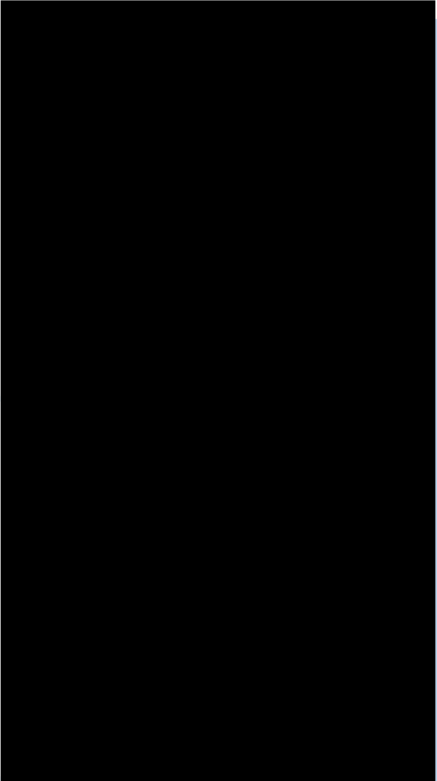
 2022-01-	ROB	RCE	27 jours		Partenaires
 2022-01-	AMO	RCO	5 jours		Partenaires
 2022-01-	RDP	RCM	3 jours		services correctionnels



 2022-02- 	RDP	RCM	11h30		Partenaires
 2022-02- 	BOR	RCM	12h25		services correctionnels
 2022-03- 	ELF	RCM	16h30		services correctionnels

 2022-03- 	CDQ	RCE	9h50		services correctionnels
 2022-03- 	BOR	RCM	23h10		services correctionnels
 2022-03- 	BOR	RCM	3 jours		Partenaires
 2022-03- 	RDP	RCM	19h05		Partenaires

 2022-03- 	BOR	RCM	13h54		Partenaires
 2022-03- 	SOR	RCO	2 jours		Partenaires
 2022-03- 	SJE	RCO	2 jours		services correctionnels

 2022-03- 	BCO	RCE	5 jours		services correctionnels
 2022-03- 	BOR	RCM	14 jours		services correctionnels